



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

### PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI 12 JUILLET 1902.

#### AVIS DU GOUVERNEMENT

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

1739

#### Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du vingt-sept juin 1902, d'adjoindre à la commission de la paix, pour le district de Beauce, M. Joseph Arcadius Gourde, marchand, de Saint-Maxime, comté de Dorchester.

2523

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du cinq juin 1902, de nommer M. Ernest Vézina, protonotaire conjoint de la cour supérieure pour le district de Beauce, de Saint-Joseph de Beauce, commissaire *per dedimus potestatem* pour la province de Québec, conformément aux dispositions de l'article 605 des S. R. P. Q.

2503

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 27 juin 1902 de nommer MM. Auguste Oscar Cloutier, de Nicolet, Joseph Edouard Vanasse, de la paroisse de Saint-Maurice et Olivier Ernest Milot, de Louiseville, tous trois médecins, coroner conjoint, pour le district des Trois-Rivières.

2515

### PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 12th JULY 1902.

#### GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

1740

#### Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty seventh of June, 1902, to associate to the commission of the peace, for the district of Beauce, Mr. Joseph Arcadius Gourde, merchant, of Saint Maxime, county of Dorchester.

2524

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the fifth of June, 1902, to appoint Mr. Ernest Vézina, joint protonotary of the superior court for the district of Beauce, of Saint Joseph de Beauce, a commissioner *per dedimus potestatem* for the province of Quebec, pursuant to the provisions of article 605 of the R. S. P. Q.

2504

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 27th of June 1902, to appoint Messrs. Auguste Oscar Cloutier, of Nicolet, Joseph Edouard Vanasse, of the parish of Saint Maurice and Olivier Ernest Milot, of Louiseville, all three physicians, joint coroner for the district of Three Rivers.

2515

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du vingt-sept juin 1902, de nommer MM. Joseph Zéphirin Triganne, de Plessisville et Henri Philippe Rouleau, de Victoriaville, tous deux médecins, coroner conjoint pour le district d'Arthabaska.

MM. Charles Joseph Séraphin Gauthier, de Saint-Ephrem d'Upton, Cléophas Americ Bernard, de Saint-Césaire de Rouville et Eugène St. Jacques, père, de Saint-Hyacinthe, tous trois médecins, coroner conjoint pour le district de Saint-Hyacinthe.

MM. Léonidas Charles Bachand, de la cité Sherbrooke, George Austin Bowen, de la ville de Magog, et Joseph Pierre Cyrinus Lemieux, de Weedon Station, tous trois médecins, coroner conjoint pour le district de Saint-François. 2513

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du vingt-sept juin 1902, de nommer monsieur Louis Mayrand, de la ville de Saint-Jean, P. Q., ancien député shérif, shérif du district d'Iberville. 2507

M. Conrad Despault, de la ville de Salaberry de Valleyfield, chef de police, juge de paix en vertu des dispositions de l'article 2572 des statuts refondus de la province de Québec, avec juridiction sur le district de Beauharnois. 2509

M. Polycarpe Renaud, notaire, des Laurentides, greffier de la cour de magistrat, pour le comté de l'Assomption, siégeant à Laurentides. 2511

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 27 juin 1902, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Rimouski, François Berubé, cultivateur, de Sayabec, et Napoléon Aubin, marchand, de Mont Joly, comté de Matane.

District de Pontiac.—Joseph Bellehumeur, marchand, et Jules Dumais, cultivateur, tous deux de Lorrainville, canton Duhamel, comté de Pontiac.

District d'Ottawa.—François Xavier Montgeon, Napoléon Charette, Paul Patry, James Patrick Brady, tous cultivateurs, de la paroisse de l'Ange Gardien, David Landriau, commerçant, Joseph Frappier, cultivateur, de la paroisse du Cœur Très Pur de la Bienheureuse Vierge Marie de Plaisance, comté d'Ottawa.

District de Chicoutimi.—Cléophe Brassard, de Sainte-Anne de Chicoutimi, Joseph Savard, Juste Dufour, Léonce Gauthier, tous marchands, et Louis Tremblay, cultivateur, de la Grande Baie, comté de Chicoutimi. 2505

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty seventh of June, 1902, to appoint Messrs. Joseph Zéphirin Triganne, of Plessisville, and Henri Philippe Rouleau, of Victoriaville, both physicians, joint coroner for the district of Arthabaska.

Messrs. Charles Joseph Séraphin Gauthier, of Saint Ephrem d'Upton, Cléophas Americ Bernard, of Saint Césaire de Rouville and Eugène St. Jacques, senior, of Saint Hyacinth, all three physicians, joint coroner for the district of Saint Hyacinth.

Messrs. Léonidas Charles Bachand, of the city of Sherbrooke, George Austin Bowen, of the town of Magog, and Joseph Pierre Cyrinus Lemieux, of Weedon Station, all three physicians, joint coroner for the district of Saint Francis. 2514

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty seventh of June, 1902, to appoint Mr. Louis Mayrand, of the town of Saint John's, P. Q., formerly deputy sheriff, sheriff of the district of Iberville. 2508

Mr. Conrad Despault, of the town of Salaberry de Valleyfield, chief of police, a justice of the peace in virtue of the provisions of article 2572 of the Revised Statutes of the province of Quebec, with jurisdiction over the district of Beauharnois. 2510

Mr. Polycarpe Renaud, notary, of Laurentides, clerk of the magistrate's court for the county of L'Assomption, sitting at Laurentides. 2512

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 27th of June 1902, to associate to the commission of the peace for the district of Rimouski, François Bérubé, farmer, of Sayabec, and Napoléon Aubin, merchant, of Mont Joly, county of Matane.

District of Pontiac.—Joseph Bellehumeur, merchant, and Jules Dumais, farmer, both of Lorrainville, township Duhamel, county of Pontiac.

District of Ottawa.—François Xavier Montgeon, Napoléon Charette, Paul Patry, James Patrick Brady, all farmers, of the parish of Ange Gardien, David Landriau, trader, Joseph Frappier, farmer, of the parish of "Le Cœur Très Pur de la Bienheureuse Vierge Marie de Plaisance," county of Ottawa.

District of Chicoutimi.—Cléophe Brassard, of Sainte Anne de Chicoutimi, Joseph Savard, Juste Dufour, Léonce Gauthier, all merchants, and Louis Tremblay, farmer, of Grande Baie, county of Chicoutimi. 2506

## Proclamation

Canada  
Province de  
Québec  
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Memores élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGT-UNIÈME jour de JUILLET dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent deux, et à chacun de vous—SALUT.

## Proclamation

Canada,  
Province of  
Quebec.  
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the UNITED KINGDOM of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TWENTY FIRST day of the month of JULY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and two, you and each of you—GREETING.

## PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le VINGT-UNIÈME jour du mois de JUILLET, mil neuf cent deux, auquel temps vous étiez tous et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et la plus grande commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le TRENTIÈME jour du mois d'AOUT prochain, et y agir comme de droit. **OK A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.**

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce DIXIÈME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent deux, et dans la deuxième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
Québec.

1631

## Avis du Gouvernement

No 1570.02.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

## AVIS

Est par le présent donné qu'il y aura une assemblée des examinateurs nommés par le comité catholique du conseil de l'Instruction publique, pour l'examen des candidats à la charge d'inspecteurs d'écoles à l'école normale Laval, à Québec, mercredi, le vingt-septième jour d'août prochain 1902, à neuf heures du matin. Toute personne qui désire se présenter à cet examen devra envoyer, d'ici au vingtième jour d'août prochain, à M. Paul de Cazes, secrétaire du comité catholique du conseil de l'Instruction publique, une requête à cet effet, la somme de six piastres, ainsi que tous les documents exigés par les règlements du comité catholique du conseil de l'Instruction publique.

PAUL DE CAZES,  
Secrétaire.  
Québec, 12 juillet 1902. 2537

## AVIS

Est par le présent donné que, conformément à l'acte 54 Vict., chap. 14, le bureau des examinateurs des mesureurs de bois de la province de Québec se réunira à Québec, le 12 août 1902, pour l'examen des candidats qui désirent obtenir une licence de mesureur de bois.

E. E. TACHE,  
Sous ministre.

Département des Terres,  
Mines et Pêcheries. 2231.4

## PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the TWENTY-FIRST day of the month of JULY, one thousand nine hundred and two, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear:

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the THIRTIETH day of the month of AUGUST next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. **HEREIN FAIL NOT.**

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed. **WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS A. JETTE Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec,**

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this TENTH day of JULY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and two, and in the second year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Crown in Chancery,  
Québec.

1632

## Government Notices

No. 1570.02.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

## NOTICE

Is hereby given that there will be a meeting of the examiners appointed by the catholic committee of the council of public instruction, to examine candidates for the office of school inspectors, at the Laval normal school, on Wednesday, the twenty seventh day of August next, 1902, at nine o'clock in the forenoon. Any person who wishes to present himself at this examination must, before the 20th day of August next, send a request for that purpose, to Mr. Paul de Cazes, secretary of the catholic committee of the council of public instruction, the sum of six dollars, as well as all documents required under the regulations of the catholic committee of the council of public instruction.

PAUL DE CAZES,  
Secretary.  
Québec, 12th July, 1902. 2538

## NOTICE

Is hereby given that, in compliance with act the 54 Vict., chap. 14, the board of examiners of culler of the province of Quebec shall meet at Quebec, on the 12th August, 1902, in order to proceed to the examination of candidates desirous of obtaining license as lumber culler.

E. E. TACHE,  
Deputy minister.  
Department of Lands,  
Mines and Fisheries. 2232

## AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole ci-après mentionné, ayant transmis au département de l'agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences du statut 56 Victoria, chapitre 20, le soussigné autorise la formation de ce cercle, qui est par les présentes constitué en corporation.

Dans le comté de Berthier, le cercle agricole ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :  
"Cercle agricole de la paroisse de Saint-Ignace de Loyala."

G. A. GIGAULT,  
Sous-ministre de l'agriculture  
Québec, 10 juillet 1902. 2565

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du deux juillet 1902, incorporant Alcide Leclaire, commerçant ; James Ramsay, contre-maître ; Léopold Léger, maître charretier ; Alfred Martin, marchand, tous quatre de la ville de Lachine, et James Quinn, contracteur, de la cité de Montréal, pour les fins suivantes, savoir : de récréation et d'instruction ; d'avoir un local pour y établir gymnase, jeux, billards, salle de lecture ; construire, meubler, posséder, mettre en opération, maintenir, diriger un restaurant et tout ce qui s'y rattache, y compris le droit de vendre des liqueurs de toutes sortes sous licence pour l'usage des membres du dit club, sous le nom de "White Elephant Club", avec un fonds social de trois mille piastres (\$3,000.00), divisé en trois cents actions (300) de dix piastres (\$10.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce troisième jour de juillet 1902.

AMD. ROBITAILLE,  
Secrétaire de la province.  
2501

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de "la loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du septième jour de juillet 1902, incorporant George Alfred Walker, comptable ; Thomas William Watson, manufacturier ; William Caron, marchand ; Sarsfield O'Brien, marchand ; Albert Dettmers, commis, dans les buts suivants, savoir : de faire du sirop, des sucreries et de mettre en canistres des produits alimentaires, aussi de préparer des articles d'épicerie en général, d'en faire le commerce et de faire toutes choses en rapport avec les objets de la compagnie, sous le nom de "The Grocers Manufacturing and Trading Company", avec un fonds social de vingt-cinq mille piastres (\$25,000.00), divisé en deux mille cinq cents actions (2,500) de dix piastres (\$10.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce neuvième jour de juillet 1902.

AMD. ROBITAILLE,  
Secrétaire de la province.  
2539

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS  
DU CONSEIL LEGISLATIF

## Notices aux avis de Bills Privés.

63.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 63, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou batardeau, ou autres travaux semblables ; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir un gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autres municipalités, l'imposition d'aucune taxe locale, la

## PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the farmers club hereinafter mentioned, having transmitted to the department of agriculture the declaration required by law, and having complied with all the requirements of the statute 56 Victoria, chapter 20, the undersigned authorizes the formation of this club, which is hereby constituted in corporation.

In the county of Berthier, the following club is authorized under the following name, to wit :

"Farmer's club of the parish of Saint Ignace de Loyala."

G. A. GIGAULT,  
Deputy minister of agriculture.  
Quebec, 10th July, 1902. 2566

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies' Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the second day of July, 1902, incorporating Alcide Leclaire, trader ; James Ramsay, foreman ; Leopold Léger, master-carrier ; Alfred Martin, merchant, all four of the town of Lachine, and James Quinn, contractor, of the city of Montreal, for the following purposes, namely : to divert, recreate and instruct themselves ; to have a house for the purpose of making a gymnasium game, and billiards, a reading room ; to build, furnish, possess, operate, maintain a restaurant and all pertaining thereto, also the right to sell liquors of all kinds with license, for the use of the members of said club, by the name of "The White Elephant Club," with a capital of three thousand dollars (\$3,000.00), divided into three hundred (300) shares of ten dollars (\$10.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this third day of July, 1902.

AMD. ROBITAILLE,  
Provincial Secretary.  
2502

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies' Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date July the seventh 1902, incorporating George Alfred Walker, accountant ; Thomas William Watson, manufacturer ; William Caron, salesman ; Sarsfield O'Brien, salesman ; Albert Dettmers, clerk, for the following purposes, viz : the manufacturer of syrup, confectionery and the canning and preserving of food products, also to manufacture and trade in grocer's sundries generally and to do all things connected with the objects of the company, under the name of "The Grocer's Manufacturing and Trading Company" with a capital stock of twenty-five thousand dollars (\$25,000.00), divided into two thousand five hundred shares (2,500) of ten dollars (\$10.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this ninth day of July, 1902.

AMD. ROBITAILLE,  
Prov. Secretary.  
2540

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION  
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

## Relating to notices for Private Bills

53.—All applications for private bills, proper within the range of the powers of the Legislature of the Province of Québec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 63, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works, the granting of a right of ferry ; the construction of works for supplying gas or water ; the incorporation of an particular profession or trade, or of any joint stock company ; the incorporation of a city, town, village, or other municipality ; the levying of any local assessment ; the division of any county, for purposes other

division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les réglemens concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

55.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui ne demandent une passation de vont déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des clercs en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux réglemens de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et on sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la

than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community, or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a published in an adjoining district

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions of the same.

55.—The expenses and costs attending in private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session and if the petition have not been presented within the first eight days of the

somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des deux Chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

1737

LOUIS FRECHETTE,

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Bills privés.*

51. Toute demande de bill privé dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres Permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

1738

LOUIS FRECHETTE,

C. L. O.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

*Private Bills.*

51. All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Québec, within the purview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular Class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next-preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

2. Les bills pour constitution de villes ou de compagnies à fonds social ou de compagnie de chemins de fer ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoires à l'Acte des clauses générales des corporations de villes ou à l'Acte des clauses générales des compagnies à fonds social, ou à l'Acte général des chemins de fer de Québec, suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements. (B. 615, 639, 657.)

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, le notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelquement un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais ; de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

2. Bills for the incorporation of Towns or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from "The Town Corporations General Clauses Act", or from "The Joint Stock Companies General Clauses Act", or from "The Quebec Consolidated Railway Act, 1880", as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from, and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such new provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expense.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, or corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House, and the printing shall be done by the Contractor.

2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres; s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,  
1409 Greffier de l'Assemblée Législative

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,  
1410 Clerk of the Legislative Assembly.

### Avis Divers

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 1541.

Dame Eglantine de Montigny, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de William A. Giguère, du même endroit, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari.

LAMOTHE & TRUDEL,  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 23 juin 1902. 2521

*District de Rimouski.—Cour Supérieure.*  
No 2756.

Dame Marguerite Soucy, de la paroisse de Saint-Moïse, district de Rimouski, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son époux, Thomas Ouellet, ci-devant marchand, du même endroit.

TESSIER & FISET,  
Procureurs de la demanderesse.  
Rimouski, 19 juin 1902. 2533

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 2601.

Philomène Hébert, de la ville de Westmount, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son époux, Gilbert Martin, agent, du même lieu.

M. G. LAROCHELLE,  
Avocat de la demanderesse.  
Montréal, 28 septembre 1901. 2245-5

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
No 311.

Dame Aglaé Fournel, de la cité de Maisonneuve, épouse commune en biens de Emile Racine, du même lieu, Demanderesse ;

vs.

Le dit Emile Racine, du même lieu, Défendeur.  
Une action en séparation en séparation de biens a été instituée en cette cause, le deuxième jour d'avril 1902.

L. T. MARECHAL,  
Avocat de la demanderesse.  
Montréal, 2 juillet 1902. 2479-2

### Miscellaneous Notices

Province of Québec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 1541.

Dame Eglantine de Montigny, of the city and district of Montreal, wife common as to property of William A. Giguère, of the same place, has, this day, instituted an action for separation of property against her husband.

LAMOTHE & TRUDEL,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 23rd June, 1902. 2522

*District of Rimouski.—Superior Court.*  
No. 2756.

Dame Marguerite Soucy, of the parish of Saint Moïse, district of Rimouski, has, this day, instituted an action for separation of property against her husband, Thomas Ouellet, formerly merchant, of the same place.

TESSIER & FISET,  
Attorneys for plaintiff.  
Rimouski, 19th June, 1902. 2534

Province of Québec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 2601.

Philomène Hébert, of the town of Westmount, has, this day, taken an action in separation as to property against her husband, Gilbert Martin, agent, of the same place.

M. G. LAROCHELLE,  
Attorney for plaintiff.  
Montreal, 28th September, 1901. 2246

Province of Québec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 311.

Dame Aglaé Fournel, of the city of Maisonneuve, district of Montreal, wife common as to property of Emile Racine, of the same place, Plaintiff ;

vs.

Emile Racine, of the same place, Defendant.  
An action in separation as to property has been taken in this case, on the second day of April, 1902.

L. T. MARECHAL,  
Attorney for plaintiff.  
Montreal, 2nd July, 1902. 2480

Province de Québec, }  
 District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*  
 No 821.

Dame Marie Louise Bourdeau, épouse de Joseph Miron, tailleur, de Valleyfield, dit district,  
 Demanderesse ;

vs.

De dit Joseph Miron, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été prise, ce jour, en cette cause.

ARTHUR PLANTE,  
 Avocat de la demanderesse.

Valleyfield, 30 mai 1902. 2461-2

Province de Québec, }  
 District de Beauce. } *Cour Supérieure.*  
 No 3396.

Marie Anna Fecteau, épouse de Omer Vachon, du canton de Cranbourne, district de Beauce,  
 Demanderesse ;

vs.

Le dit Omer Vachon, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée en cette cause.

S. THEBERGE.

Procureur de la demanderesse.

Saint-Joseph, Beauce, 20 juin 1902. 2389-3

Province de Québec }  
 District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure.*  
 No 838.

Dame Laure Maltais, épouse commune en biens de Joseph Larouche, fils de Joseph, commerçant, de Saint-Henri de Taillon, Lac Saint-Jean, dûment autorisée à ester en justice, contre le dit Joseph Larouche, son mari,  
 Demanderesse ;

vs.

Joseph Larouche, fils de Joseph, commerçant, de Saint-Henri de Taillon, Lac Saint-Jean,  
 Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le onze de juin mil neuf cent deux.

ALAIN & LAPOINTE.

Procureurs de la demanderesse.

Chicoutimi, 11 juin 1902. 2301-4

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
 No 2610.

Dame Alexina Sulte dit Vadebonceur, des cité et district de Montréal, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, Hercule Arthur J. N. Charest, commis, du même lieu.

MURPHY, LUSSIER & ROY,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 21 juin 1902. 2397-3

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 2537.

Dame Julie Labelle, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Thomas Du Plessis, chapelier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,  
 Demanderesse ;

vs.

Le dit Thomas Du Plessis, Défendeur.  
 Une action en séparation de corps et de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur, le 12 juin 1902.

CRESE & DESCARRIES,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 12 juin 1902. 2339-4

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 2548.

Dame Marie Philomène Tremblay, de Montréal, épouse commune en biens de Désiré Brodeur, du même lieu,  
 Demanderesse ;

vs.

Le dit Désiré Brodeur, Défendeur.

Province of Quebec, }  
 District of Beauharnois. } *Superior Court.*  
 No. 821.

Dame Marie Louise Bourdeau, wife of Joseph Miron, tailor, of Valleyfield, said district,  
 Plaintiff ;

vs.

The said Joseph Miron, Defendant.  
 An action for separation of property has, this day, been taken in this cause.

ARTHUR PLANTE,  
 Attorney for plaintiff.

Valleyfield, 30th May, 1902. 2462

Province of Quebec, }  
 District of Beauce. } *Superior Court.*  
 No. 3396.

Marie Anna Fecteau, wife of Omer Vachon, of the township of Cranbourne, in the district of Beauce,  
 Plaintiff ;

vs.

The said Omer Vachon, Defendant.  
 An action in separation as to property has been, this day, instituted in this case.

S. THEBERGE,

Attorney for plaintiff.

Saint Joseph, Beauce, 20th June, 1902. 2390

Province of Quebec. }  
 District of Chicoutimi. } *Superior Court.*  
 No. 838.

Dame Laure Maltais, wife commune en biens de Joseph Larouche, son of Joseph, trader, of Saint Henri de Taillon, Lake Saint John, duly authorized to ester en justice, against the said Joseph Larouche, his husband,  
 Plaintiff ;

vs.

Joseph Larouche, son of Joseph, trader, of Saint Henri de Taillon, Lake Saint John,  
 Defendant.

A suit for separation of property has been instituted in this case, the eleventh of June instant.

ALAIN & LAPOINTE.

Attorneys for the plaintiff.

Chicoutimi, 11th June, 1902. 2302

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 2610.

Dame Alexina Sulte dit Vadebonceur, of the city and district of Montreal, has, this day, taken an action in separation as to property against her husband, Hercule Arthur J. N. Charest, clerk, of the same place.

MURPHY, LUSSIER & ROY,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 21st June, 1902. 2398

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 2537.

Dame Julie Labelle, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Thomas Du Plessis, hatter, of the same place, duly authorized to ester en justice,  
 Plaintiff ;

vs.

The said Thomas Du Plessis, Defendant.  
 An action in separation from bed and board and as to property has been instituted by the plaintiff against defendant, on the 12th of June, 1902.

CRESE & DESCARRIES,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 12th June, 1902. 2340

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 2548.

Dame Marie Philomène Tremblay, of Montreal, wife common as to property of Désiré Brodeur, of the same place,  
 Plaintiff ;

vs.

The said Désiré Brodeur, Defendant.

La demanderesse a, ce jour, poursuivi son mari en séparation de biens.

VICTOR GAUDET,  
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 13 juin 1902. 2309-4

Province de Québec, } Dans la Cour Supérieure,  
District d'Ottawa. } Hull,  
John Booth alias John Patrick Booth,

Requérant.

Avis public est par le présent donné que le 20e jour d'août, à dix heures de l'avant-midi, au palais de justice, à la dite cité de Hull, John Booth alias John Patrick Booth, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, plombier, s'adressera par requête à l'un des juges de la Cour Supérieure, siégeant pour la district d'Ottawa, en chambre, pour obtenir des lettres de vérification, constatant à qui a été déferée la succession de feu John Booth alias John Mansfield Booth, domicilié dans la dite cité de Hull, dans le dit district d'Ottawa, et la part de chaque héritier en icelle.

C. J. BROOKE,  
Proc. pour le requérant.  
2555

Hull, 9 juillet 1902.

Avis est par les présentes donné que, durant l'espace d'un mois qui suivra la dernière publication du présent avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, d'une charte d'incorporation par lettres patentes, suivant les dispositions de l'acte des compagnies à fonds social pour constituer en compagnie sociale les requérants et toutes autres personnes qui pourront devenir actionnaires dans la compagnie projetée, sous le nom et pour les fins suivantes, savoir :

1° Le nom de la compagnie projetée est : La Compagnie Théâtrale Française (Limitée).

2° L'objet pour lequel la charte est demandée, est l'exploitation de théâtres.

3° L'endroit du siège principal des affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le chiffre projeté du fonds social est de dix mille dollars.

5° Le nombre des actions ou parts est de deux mille, au montant de cinq dollars chacune.

6° Les noms, l'adresse et la profession des requérants sont comme suit : Charles Francis Moore, marchand ; Adelstan de Martigny, médecin ; François-Xavier de Grandpré, gérant ; Raoul Harmant, artiste, et Edmond Lepage, marchand, tous de la cité de Montréal, lesquels sont les premiers directeurs de la dite compagnie projetée.

BÉRARD, BRODEUR & BÉRARD,  
Procureurs des dits requérants.

Montréal, 7 juillet 1902. 2559

Province de Québec, }  
District de Montréal. }

Avis est par les présentes donné qu'après la publication des avis requis par la loi, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation, sous les dispositions de l'acte des compagnies à fonds social de Québec, incorporant les requérants et toutes autres personnes qui pourront devenir actionnaires dans la dite compagnie, un corps politique et incorporé, sous le nom et dans le but ci-après mentionné :

1°. Le nom corporatif de la compagnie sera : "The Metropolitan Musical Industry Company (Limited)."

2°. L'objet pour lequel l'incorporation est demandée, est :

(a) De faire le commerce en gros et en détail de pianos et de tous autres instruments de musique;

The plaintiff has, this day, sued her husband for separation of property.

VICTOR GAUDET,  
Attorney for plaintiff.

Montreal, 13 June, 1902. 2310

Province of Quebec, } In the Superior Court,  
District of Ottawa. } Hull.  
John Booth alias John Patrick Booth,

Petitioner.

Public notice is hereby given that on the 20th day of August next, at ten of the clock in the forenoon, in the court house, in the city of Hull, John Booth alias John Patrick Booth, of the city of Ottawa, in the province of Ontario, plumber, will petition the Honorable Judge of the superior court, administering justice for the district of Ottawa, in chambers, for the purpose of obtaining letters of verification, establishing upon what person or persons the succession of the late John Booth alias John Mansfield Booth deceased, at the time of his death, resident in the said city of Hull, in the district of Ottawa, has devolved, and the share of each heir in the same.

C. J. BROOKE,  
Atty. for petitioner.  
2556

Hull, 9th July, 1902.

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of the present notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor, for a charter of incorporation by letters patent, under the provision of "The Joint Stock Companies Incorporation Act", incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders, in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned, to wit :

1. The proposed corporate name of the company is "La Compagnie Théâtrale Française, (limited)."

2. The purpose within the purview of the act for which incorporation is sought, are to carry on theatrical business.

3. The chief place of business of the said company is in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The intended amount of the capital stock is ten thousand dollars.

5. The number of shares is to be two thousand, and the amount of each share is to be of the value of five dollars.

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants, are as follows : Charles Francis Moore, marchand ; Adelstan de Martigny, physician ; François Xavier de Grandpré, manager ; Raoul Harmant, artist, and Edmond Lepage, marchand, all of the city of Montreal, who are to be the first on provisional directors of the said proposed company.

BÉRARD, BRODEUR & BÉRARD,  
Attorneys for applicants.

Montreal, 7th July, 1902. 2560

Province of Quebec, }  
District of Montreal. }

Notice is hereby given that, after the publication required by law, in the *Quebec Official Gazette*, an application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation, under the provisions of the joint stock companies incorporation act, constituting the applicants and such other persons as may hereafter become shareholders of the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purpose mentioned :

1. The name of the company is to be : "The Metropolitan Musical Industry Company (Limited)."

2. The purpose for which the incorporation is sought, is :

(a) To carry on trade in pianos and in all other musical instruments, wholesale and retail, to dea

de vendre ou d'échanger ces divers instruments, de les louer, à la semaine, au mois, ou à l'année, et de faire aussi le commerce de la musique imprimée, vocale ou instrumentale, en gros et en détail, à Montréal et ailleurs, dans la province de Québec.

(b) De manufacturer et de fabriquer des pianos et autres instruments de musique et d'en faire le commerce, à Montréal et ailleurs, dans la province de Québec.

(c) D'acquérir les droits de patente relatifs à des instruments de musique ou à des compositions musicales et d'en faire l'exploitation.

(d) D'acquérir et posséder des biens meubles et immeubles, et d'en louer pour les fins ci-dessous mentionnées.

3°. Le siège principal de la dite compagnie sera en la cité de Montréal.

4°. Le montant du capital stock de la dite compagnie sera de \$5,000.00.

5°. Le nombre de parts sera de cinquante mille, et la valeur de chaque action sera de dix centins.

6°. Les noms au long, l'adresse et l'occupation de chacun des requérants sont comme suit : Edward Hartman, libraire, de Montréal ; Alfred R. Goyer, agent, de Montréal ; Isaïe Joseph Léonard, commis, de Montréal ; Moïse Beaupré, négociant, de Montréal, et Napoléon Grondine, commis, de Montréal.

7°. Les premiers directeurs de la dite compagnie seront : Edward Hartman, Alfred R. Goyer et Moïse Beaupré, tous résidant à Montréal et sujets de Sa Majesté.

BEAUREGARD & RAINVILLE,

Procureurs des requérants.

Montréal, 25 juin 1902. 2415-3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1°. Le nom proposé de la compagnie sera "The Lotbinière Lumber Co."

2°. Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) Acquérir, posséder, louer, tenir et mettre en opération, par aucun titre légal, des terres, limites à bois, meubles et immeubles et droits quelconque, moulins, pouvoirs d'eau, actions de compagnies de chemins de fer, droits de patentes et réclamations, es vendre, louer en entier ou en partie ou en disposer autrement.

(b) Faire en général les affaires de manufacture et plus spécialement les affaires de bois et manufacture de bois dans toutes ses branches ; construire et mettre en opération tous travaux utiles, améliorations, moulins, ouvrages hydrauliques, travaux électriques, tramway et chemins de fer ; manufacturer, acheter, vendre ou louer toutes choses y ayant rapport ; faire les affaires comme commerçants et acheter et vendre des marchandises.

(c) Consolider avec toute autre compagnie ayant les mêmes pouvoirs et objets et acquérir par achat, louer ou autrement, les droits et privilèges de toute telle compagnie.

(d) Emprunter de l'argent, émettre des débetures, hypothéquer et transporter en garantie ses meubles et immeubles et actions dans les compagnies de chemins de fer, et en général de faire toute chose nécessaire pour les fins de l'entreprise.

3°. La principale place d'affaires de la dite compagnie sera à Lyster, dans le comté de Mégantic, province de Québec.

4°. Le montant proposé du fonds social sera de cent mille piastres, divisé en mille actions de cent piastres chacune.

5°. Les noms au long, résidence et profession des requérants, qui seront les premiers directeurs

in selling or exchanging same, in renting those instruments by the week, month or year, also to carry on trade in musical paper, in print, vocal or instrumental, wholesale and retail, at Montreal and elsewhere, in the province of Quebec.

(b) To manufacture and fabricate pianos and other musical instruments and to carry on trade of same, at Montreal and elsewhere, in the province of Quebec.

(c) To acquire rights of patent relative to musical instruments or musical compositions and to carry on trade of same.

(d) To acquire and possess moveable and immoveable properties, and to rent same for the said purposes.

3. The chief place of business of the said company will be in the city of Montreal.

4. The capital stock of the said company will be \$5,000.00.

5. The number of shares will be fifty thousand, and the value of each will be of ten cents.

6. The names in full, residence and calling of each of the petitioners are as follows : Edward Hartman, bookseller, of Montreal ; Alfred R. Goyer, agent, of Montreal ; Isaïe Joseph Léonard, clerk, of Montreal ; Moses Beaupré, trader, of Montreal, and Napoleon Grondine, clerk, of Montreal.

7. The first directors of the said company will be : Edward Hartman, Alfred R. Goyer and Moses Beaupré, all residing in Montreal and subjects of His Majesty.

BEAUREGARD & RAINVILLE,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 25th June, 1902. 2416

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the Joint Stock Companies Incorporation Act, to incorporate the applicants hereinafter described and such other persons as may become shareholders in the proposed company, as a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed name of the company will be "The Lotbinière Lumber Co."

2. The objects for which incorporation is asked are :

(a) To acquire, own, lease, hold and operate, by any legal title, all lands, timber limits, real and personal property and rights whatever, mills, water powers, shares in railway companies, patent rights and claims, and the same, or any part thereof, to sell, lease or otherwise dispose of.

(b) To carry on a general manufacturing business and more specially the business of lumbering and the manufacturing of lumber in all its branches ; to construct and operate all useful works, improvements, mills, waterworks, electrical works, tramways and railways ; to manufacture, buy, sell or lease anything incidental thereto ; to do business as traders and to buy and sell goods.

(c) To consolidate with any other company with like powers and aims, and to acquire by purchase, or otherwise, the rights and privileges of any such company.

(d) To borrow money, issue debentures, hypothecate and transfer in security, moveables and immoveables and its shares in railways companies, and generally to do everything necessary for the purposes of its undertaking.

3. The chief place of business of the said company will be at Lyster, in the county of Mégantic, province of Québec.

4. The proposed amount of the stock will be one hundred thousand dollars, divided into one thousand shares of one hundred dollars each.

5. The full names, residence and calling of the petitioners, who will all be the first directors of the

de la dite compagnie et qui sont tous sujets Anglais, résidant en Canada, sont comme suit : Edmond William Tobin, marchand de bois, de Brompton Falls, dans le comté de Richmond ; Frank McCrea, marchand de bois, de la cité de Sherbrooke ; Bernard Quinn, commerçant, de la ville de Windsor Mills ; Joseph Alphonse Bégin, notaire, de la ville de Windsor Mills ; Firmin Campbell, avocat, de la cité de Sherbrooke, et Daniel Bonner, agent de station, de Lisgar, dans le comté de Drummond.

2321-4

J. A. BEGIN,  
Pour les requérants.

Avis est par les présentes, donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif de la compagnie sera "L'Institut Médical de Montréal."

2° Les objets, en vertu de l'acte, pour lesquels l'incorporation est demandée, sont l'achat, la vente et la fabrication de médecines brevetées et de produits pharmaceutiques, hygiéniques et chirurgiques, ainsi que leur application pour le traitement des maladies diverses à la guérison desquelles ils pourraient être destinés.

3° Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de \$15,000.00.

5° Le nombre d'actions sera de 600, de 25 dollars chacune.

6° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Victor Lévesque, pharmacien ; Isidore Lavolette, médecin ; Charles Ovide Fortier, agent ; Joseph Ovila Déziel, marchand ; Jean-Baptiste Parent, imprimeur ; Georges D. Bourret, contremaitre ; Ernest Parent, imprimeur ; Auguste Pinoteau, horticulteur ; Eugène Desmaisons, tailleur, tous de la cité de Montréal susdite.

7° Les dits Victor Lévesque, Isidore Lavolette, Charles Ovide Fortier, Joseph Déziel et Jean-Baptiste Parent seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la compagnie et tous sont résidents en Canada et sujets de Sa Majesté.

CAMILLE PICHE,

Avocat des requérants.

Montréal, 18 juin 1902.

2347-4

Avis est par les présentes donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la "Gazette Officielle de Québec," une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour la province de Québec, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social et ses amendements," pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, incorporant les requérants ci-après nommés et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposés, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1o Le nom collectif de la compagnie proposée sera "Dominion & Foreign Secret Service (limited)".

2o Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) Organiser dans la province de Québec un bureau d'agence mercantile, ayant des succursales ou des représentants dans toutes les parties de la province, de façon à pouvoir fournir, au point de vue commercial, toutes les informations voulues sur le crédit et la solvabilité des personnes.

said company and who are all british subjects, residing in Canada, are the following : Edmund William Tobin, lumber merchant, of Brompton Falls, in the county of Richmond ; Frank McCrea, lumber merchant, of the city of Sherbrooke ; Bernard Quinn, trader, of the town of Windsor Mills ; Joseph Alphonse Bégin, notary, of the town of Windsor Mills ; Firmin Campbell, advocate, of the city of Sherbrooke, and Daniel Bonner, station agent, of Lisgar, in the county of Drummond.

2322

J. A. BEGIN,  
For the petitioners.

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the "Joint Stock Companies' Act," to incorporate the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, as a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed name of the company will be "L'Institut Médical de Montréal".

2. The purposes, under the act, for which incorporation is sought, are the purchase, sale and preparation of patent medicines and pharmaceutical, hygienic and surgical products, as also their application for the treatment of the different ailments to the cure of which they may be destined.

3. The company's chief place will be in the city of Montreal, district of Montreal, province of Quebec.

4. The amount of the said company's stock will be \$15,000.00.

5. The number of shares will be 600, of 25 dollars each.

6. The full names, residence and calling of the petitioners are as follows : Victor Levesque, druggist ; Isidore Lavolette, physician ; Charles Ovide Fortier, agent ; Joseph Ovila Déziel, marchand ; Jean Baptiste Parent, printer, George D. Bourret, foreman ; Ernest Parent, printer ; Auguste Pinoteau, horticulturist ; Eugene Desmaisons, tailor, all of the city of Montreal aforesaid.

7. The said Victor Levesque, Isidore Lavolette, Charles Ovide Fortier, Joseph Déziel and Jean Baptiste Parent will be the first or interim directors of the company and all residents of Canada and subjects of His Majesty.

CAMILLE PICHE,

Attorney for petitioners.

Montreal, 18th June, 1902.

2348

Notice is hereby given that, within one month from the last publication of this notice, in the "Quebec Official Gazette," an application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, for the province of Quebec, under the "Joint Stock Companies' Act and amendments thereto," for a charter of incorporation by letters patent, to incorporate the applicants hereinafter named and such other persons as may become shareholders in the proposed company, under the name and for the purposes mentioned :

1. The corporate name of the proposed company is "Dominion & Foreign Secret Service (limited)".

2. The objects for which the incorporation is sought are :

(a) To organize in the province of Quebec an office of mercantile agency, with agencies or representatives in all the parts of the province, in order to enable the company to furnish, as far as commercial matters are concerned, all the informations sought for upon the credit or liability of parties.

(b) Organiser un système de détectives privés dans la province de Québec.

(c) Publier un journal mercantile et d'informations.

3o La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal.

4o Le fonds social de la dite compagnie sera de cinq mille piastres.

5o Le nombre d'actions sera de cinq cents, et le montant de chaque action sera de dix piastres.

6o Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Wilfrid Michaud, comptable ; Hector Paquet, banquier ; Henri Dubois, hôtelier ; Bruno Charbonneau, marchand ; Joseph Amable Alexandre Bélanger, détective, tous des cité et district de Montréal.

7o Les requérants, tous sujets de Sa Majesté et résidant en Canada, seront les premiers directeurs de la compagnie.

DUPUIS & LUSSIER,  
Procureurs des requérants.

Montréal, 10 juin 1902. 2241-5

Canada,  
Province de Québec,  
District de Québec.

Avis est donné qu'une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes sous le grand Sceau :

1o Le nom corporatif de la compagnie proposée sera : "La Compagnie Chs. A. Paquet, limitée."

2o Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : le commerce de machineries et accessoires et la quincaillerie en général, et toutes choses relatives aux objets de la compagnie.

3o Le siège principal des affaires de la compagnie sera en la cité de Québec.

4o Le fonds social sera de \$50,000, divisé en cinq cents actions de \$100 chacune.

5o Les requérants sont : Charles Abraham Paquet, marchand ; Jean Célestin Paquet, commis ; Théophile Maheux, commis ; Timothée Misaël Bédard, teneur de livres ; Edouard Allard, marchand, tous de la cité de Québec et sujets de Sa Majesté, et qui seront les premiers directeurs de la compagnie.

L. R. ROY,  
Procureur des requérants.

Québec, 27 juin 1902. 2483-2

## Avis de Faillites

Province de Québec, }  
District de Montréal. } Cour Supérieure.

Dans l'affaire de J. A. Leboeuf & Cie, de la ville de Montréal, marchands. Failli.

Avis est donné qu'un second et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera payable le 28 juillet 1902, à mon bureau.

Toute contestation au dit dividende devra être produite avant la dite date.

H. LAMARRE,  
Curateur.

Montréal, 10 juillet 1902. 2535

Province de Québec, }  
District de Bedford. } Cour Supérieure

Dans l'affaire de Bruce C. Neil, commerçant, du village de Granby, dit district. Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 26<sup>e</sup> jour de juillet courant.

GEORGE F. PAYNE,  
Curateur.

Granby, P. Q., 9 juillet, 1902. 2549

(b) To organize a system of private detectives in the province of Quebec.

(c) To publish a mercantile journal as well as for general informations.

3. The chief place of business of the said company is in the city of Montreal.

4. The capital stock of the said company is five thousand dollars.

5. The number of shares is five hundred, and the amount of each share is ten dollars.

6. The names in full and the address and calling of the applicants are as follows : Wilfrid Michaud, accountant ; Hector Paquet, banker ; Henri Dubois, hotelkeeper ; Bruno Charbonneau, merchant ; Joseph Amable Alexandre Bélanger, detective, all of the city and district of Montreal.

7. The applicants, all subjects of His Majesty and residing in Canada, are to be the first directors of the company.

DUPUIS & LUSSIER,  
Attorneys for petitioners.

Montreal, 10th June, 1902. 2242

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Quebec.

Notice is given that application will be made to the Lieutenant Governor of the province of Quebec, for a charter of incorporation by letters patent, under the great Seal :

1. The proposed name of the company will be : "La Compagnie Chs. A. Paquet, limitée."

2. The purposes for which incorporation is sought are : trading in machinery and accessories and hardware generally, and all things relating to the objects of the company.

3. The principal business place of the company will be in the city of Quebec.

4. The capital stock will be \$50,000, divided into five hundred shares of \$100 each.

5. The petitioners are : Charles Abraham Paquet, merchant ; Jean Célestin Paquet, clerk ; Théophile Maheux, clerk ; Timothée Misaël Bédard, book keeper ; Edouard Allard, merchant, all of the city of Quebec, and subjects of His Majesty, and who will be the first directors of the company.

L. R. ROY,  
Attorney for petitioners.

Quebec, 27th June, 1902. 2484

## Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } Superior Court

In the matter of J. A. Leboeuf & Co, of Montreal, merchants. Insolvents.

Notice is hereby given that a second and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be payable at my office the 28th of July, 1902.

Any contestation of the said dividend must be filed before the said date.

H. LAMARRE,  
Curator.

Montreal, 10th July, 1902. 2526

Province of Quebec, }  
District of Bedford. } Superior Court.

In the matter of Bruce C. Neil, trader, of the village of Granby, said district. Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until the 26th July instant.

GEORGE F. PAYNE,  
Curator.

Granby, P. Q., 9th July, 1902. 2550

Province de Québec, }  
 District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*  
 No 4390.

*In re* Napoléon Proulx, cultivateur et commerçant,  
 de la paroisse de Saint-Bonaventure d'Upton,  
 district de Richelieu, Débiteur insolvable ;  
 et

Frederic Desmarais,  
 Créancier requérant cession.  
 Avis est par le présent donné que le dit débiteur  
 a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens  
 pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du  
 protonotaire de la cour supérieure, à Sorel.  
 JULES ALLARD,  
 Procureur du créancier.  
 Sorel, 4 juillet 1902. 2517

AVIS DE CESSION

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Avis est par le présent donné que Joseph Napoléon  
 Cabana, de Montréal, marchand-épiciier, a fait  
 cession de ses biens pour le bénéfice de ses créan-  
 ciers, le 8 juillet 1902, au bureau du protonotaire  
 de la cour supérieure du district de Montréal, con-  
 formément à la loi.

GAGNON & CARON,  
 Député gardien provisoire.  
 Bureau : 41, Bâtisse des Tramways. 2551  
 Montréal, 12 juillet 1902.

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Joseph Gauvreau, hôtelier, de la  
 cité de Montréal, Failli.

Avis est par les présentes donné que, par ordre  
 de la cour, le 25e jour de juin courant, j'ai été  
 nommé curateur des biens du susdit failli, qui  
 en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de  
 ses créanciers.

Les réclamations doivent être déposées dans mon  
 bureau sous 30 jours de cette date, pour garantir  
 leur collocation pour dividende.

ALEX. DESMARTEAU,  
 Curateur.  
 1598, rue Notre Dame. 2541  
 Montréal, 25 juin 1902.

Vente de Faillite

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 185.

Dans l'affaire de A. E. Fraser,  
 Principal requérant ;

H. Dunn, vs Failli ;

et  
 W. H. Stuart, Liquidateur et requérant.

Avis public est par le présent donné que les  
 terres et tenements ci-après mentionnés seront ven-  
 dus aux temps et lieu ci-dessous mentionnés :

Ces lots dans Montréal, annexé, situés sur la rue  
 Mance, et formant partie des lots numéros 12 et 13,  
 des plan et livre de renvoi officiels pour la munici-  
 palité de Saint-Louis de Mile End, et connus comme  
 subdivision, moitié sud du No 30, moitié nord du  
 No 31 et contenant 50 pieds de largeur sur 100 pieds  
 de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—  
 ensemble avec toutes les appartenances et founda-  
 tions sus-érigées, seront vendus sur le terrain des  
 lots ci-dessus décrits, le QUINZIEME jour d'AOUT  
 1902, à ONZE heures de l'avant-midi, par encan  
 public, en vertu d'un jugement rendu le 27e jour  
 de mai 1902.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS  
 & HENEKER.  
 Procureurs du liquidateur requé ant.  
 Montréal, 3 juillet 1902. 2493.2

Province of Quebec, }  
 District of Richelieu. } *Superior Court.*  
 No. 4390.

*In re* Napoléon Proulx, farmer and trader, of the  
 parish of Saint Bonaventure d'Upton, district of  
 Richelieu, Insolvent debtor ;  
 and

Frederic Desmarais,  
 Creditor, petitioner for assignment.  
 Notice is hereby given that the said debtor has,  
 this day, made a judicial abandonment of his pro-  
 perty for the benefit of his creditors, at the protho-  
 notary's office of the superior court, at Sorel.  
 JULES ALLARD,  
 Attorney for creditor.  
 Sorel, 4th July, 1902. 2518

NOTICE OF ASSIGNMENT.

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that Joseph Napoléon  
 Canaba, of Montreal, grocer, has, on the 8th of  
 July, 1902, made an assignment of his property for  
 the benefit of his creditors, at the prothonotary's  
 office of the superior court for the district of Mon-  
 treal, according to law.

GAGNON & CARON,  
 Deputy provisional guardian.  
 41, street Railway Building. 2552  
 Montreal, 12th July, 1902.

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Joseph Gauvreau, restaurant-keeper,  
 of the city of Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that, by order of the court,  
 on the 25th day of June instant, I was appointed  
 curator to the estate of the above named, who has  
 made a judicial abandonment of all his property for  
 the benefit of his creditors.

Claims must be filed at my office within 30 days  
 from this date, to ensure their collocation for  
 dividend.

ALEX. DESMARTEAU,  
 Curator.  
 1598, Notre-Dame street. 2542  
 Montreal, 25th June, 1902.

Insolvent's Sale

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court*  
 No. 185.

In the matter of A. E. Fraser,  
 Principal petitioner ;

H. Dunn, vs. Respondent ;

and  
 W. H. Stuart, Liquidator and petitioner.

Public notice is hereby given that the under  
 mentioned lands and tenements will be sold at the  
 time and place mentioned below :

Those certain lots in Montreal Annex, situate in  
 Mance street and forming part of lots numbers 12  
 and 13, of the official plan and book of reference for  
 the municipality of Saint Louis de Mile End and  
 known as subdivision, south half of No. 30, north  
 half No. 31 and containing 50 feet in width by 100  
 feet in breath, english measure, more or less—  
 together with all the appurtenances thereonto be-  
 longing and foundations thereon erected, will be  
 sold on the premises of the said above described  
 lots, on the FIFTEENTH day of AUGUST, 1902,  
 at the hour of ELEVEN of the clock in the fore-  
 noon, by public auction, in virtue of a judgment  
 rendered May 27th, 1902.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS  
 & HENEKER,  
 Attorneys for liquidator petitioner.  
 Montreal, 3rd July, 1902. 2494

## Règle de Cour

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
No. 740.

Le septième jour de juillet mil neuf cent deux.

Dame Margaret Elizabeth West, des cité et district de Montréal, épouse séparée de biens de Lucien Bernier, du même lieu, et ci-devant faisant affaires seul comme marchand de marchandises sèches, dans la dite ville de Montréal, sous la raison sociale de "Bernier & West", et le dit Lucien Bernier en autant que besoin est pour autoriser sa dite épouse,

Demanderesse ;

vs.

Lachine Rapids Hydraulic & Land Coy.,  
Défenderesse ;

et

Tiers-saisis.

Sur ordre de cette cour, donné le septième jour de juillet mil neuf cent deux, les créanciers de la dite demanderesse en cette cause, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du protonotaire de cette cour, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, accompagnées d'un état ou compte assermenté, en conformité des articles 673 et 674 du code de procédure civile.

EDMUND BARRY,  
Dep. P. C. S.

2531

## Rule of Court

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 740

The seventh day of July, one thousand nine hundred and two.

Dame Margaret Elizabeth West, of the city and district of Montreal, wife separate as to property of Lucien Bernier, of the same place, and formerly carrying on business above as a dry-goods merchant in the said city of Montreal, under the name and style of "Bernier & West", and the said Lucien Bernier for the purpose of authorizing his said wife,

Plaintiff ;

vs.

Lachine Rapids Hydraulic & Land Co.,  
Defendant ;

and

Tiers saisis.

Under the order of this court, given on the seventh day of July nineteen hundred and two, the creditors of the said plaintiff in this cause, who have not already filed their claims, are now called upon to file them in this cause in the office of the prothonotary of this court, within fifteen days after the date of the first insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, accompanied by statement or account with proper vouchers, in accordance with articles 673 and 674 of the code of civil procedure.

EDMUND BARRY.  
Dep. P. S. C.

2532

## Ventes par le Sherif—Arthabaska

## Sheriff's Sales—Arthabaska

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnées ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir : } UGER & SON, de la  
No 40. } A cité de Québec, com-  
merçants, Demandeurs ; contre GEORGE  
PAQUET ET AL., Défendeurs.

Comme appartenant à Alfred Paquet :

Une terre située dans la paroisse de Sainte-Victoire d'Arthabaska, faisant partie du lot numéro neuf, du rang a, du canton d'Arthabaska, contenant environ quatre arpents de front sur la profondeur du lot ; joignant du côté est à Isaïe Taillon, et de l'autre côté à Paul Tourigny—avec une maison et autres bâtiasses dessus construites, laquelle terre porte et comprend aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Victoire, comté d'Arthabaska, le lot numéro cinquante-sept (57) et la partie ouest du lot numéro cinquante-huit (p. o. 58).

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Victoire d'Arthabaska, le QUATORZIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Arthabaskaville, 9 juillet 1902. 2527  
[Première publication, 12 juillet 1902.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit.—Comté de Mégantic.*

Arthabaska, à savoir : } LANTAGNE ET PRO-  
No. 377. } VENCHER, mar-  
chands, Demandeurs ; contre JOSEPH SKELLING,  
Défendeur.

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the abovementioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit : } UGER & SON, mer-  
No. 40. } A chants, of the city of  
Quebec, Plaintiffs ; against GEORGE PAQUET  
ET AL., Defendants.

As belonging to Alfred Paquet :

A farm situate in the parish of Sainte Victoire d'Arthabaska, being part of lot number nine, in range a, of the township of Arthabaska, containing about four arpents in front by the depth of the lot ; bounded on east side by Isaïe Taillon, and on the other side by Paul Tourigny—with a house and other buildings thereon erected, which land is known on the official plan and book of reference for the parish of Sainte Victoire, county of Arthabaska, as lot number fifty seven (57) and the west part of lot number fifty eight (w. p. 58).

To be sold at the parochial church door of Sainte Victoire of Arthabaska, on the FORTEENTH day of AUGUST next, et TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff Office, Shérif.  
Arthabaskaville, 9th July, 1902. 2528  
[First published, 12th July, 1902.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court.—County of Megantic.*

Arthabaska, to wit : } LANTAGNE ET PROVEN-  
No. 377. } LCHER, merchants, Plain-  
tiffs ; against JOSEPH SKELLING, Defendant.

Tout le lot de terre numéro sept, du deuxième rang, du canton de Stanford, contenant environ deux cent dix-huit acres en superficie, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Stanford, sous le numéro sept, du deuxième rang—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de Lourdes, le TREIZIÈME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Arthabaskaville, 9 juillet 1902. 2529  
[Première publication, 12 juillet 1902.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.*  
Arthabaska, à savoir : } **D**AME HORTENSE  
No 96. } **D**UBOIS ET VIR., De-  
mandeurs ; contre **CHARLES DUBOIS ET AL.**,  
Défendeurs.

Comme appartenant à Hortense Dubois :  
Un emplacement situé dans la ville de Victoriaville, sur le côté ouest de la rue Saint-Joseph, faisant partie du lot numéro onze, du troisième rang du canton d'Arthabaska, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la partie du canton d'Arthabaska, située dans la paroisse de Sainte-Victoire, sous le numéro cent soixante-deux (162), contenant environ 19,584 pieds en superficie—avec une maison et autres dépendances dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Victoire d'Arthabaska, le QUATORZIÈME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Arthabaskaville, 9 juillet 1902. 2553  
[Première publication, 12 juillet 1902.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.*  
Arthabaska, à savoir : } **J**EAN-BAPTISTE  
No 49. } **J**CHAPDELAINE,  
Requérant ; contre **HENRI GIRARD**, Intimé.

Comme appartenant au requérant :  
1° Un emplacement sis et situé en la ville de Drummondville, rue Lindsay—avec bâtisses dessus érigées, maintenant connu et désigné comme le lot numéro soixante-cinq, au plan et livre de renvoi officiels du quartier sud, de la dite ville de Drummondville, comté de Drummond.

2° Une terre faisant partie des lots numéros cent trente-huit et cent trente-neuf, des plan et livre de renvoi officiels du canton de Grantham, compris dans les bornes suivantes : d'un bout, vers le nord-est, par l'ancienne ligne abandonnée du chemin de fer du Pacifique, de l'autre bout, vers le sud-ouest, par le chemin du quatrième rang, d'un côté, vers le nord-ouest, par Paul Lamothe, de l'autre côté, vers le sud-est, par George McDougall ou ses représentants, sans égard à la contenance que peut avoir la dite portion de terre—avec bâtisses dessus construites.

3° Un emplacement situé sur la rue Dorion, dans le quartier sud, connu et désigné comme le lot numéro cent deux, aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Drummondville, comté de Drummond.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Frédéric de Drummondville, le SEIZIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Arthabaskaville, 10 juillet 1902. 2571  
[Première publication, 12 juillet 1902.]

All the lot of land number seven, in the second range of Stanford, containing about two hundred and eighteen acres in superficies, known and distinguished on the official plan and book of reference for the said township of Stanford, under number seven, of the second range—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Notre Dame de Lourdes, on the THIRTEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,  
Sheriff's office, Sheriff.  
Arthabaskaville, 9th July, 1902. 2530  
[First published, 12th July, 1902.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Superior Court.—District of Arthabaska.*  
Arthabaska, to wit : } **D**AME HORTENSE  
No. 96. } **D**UBOIS ET VIR.,  
Plaintiffs ; against **CHARLES DUBOIS ET AL.**,  
Defendants.

As belonging to Hortense Dubois :  
An emplacement in the town of Victoriaville, on the west side of Saint Joseph street, being part of lot number eleven, in the third range of the township of Arthabaska, known and distinguished on the official plan and book of reference for that part of the township of Arthabaska, lying in the parish of Sainte Victoire, under number one hundred and sixty two (162), containing about 19,584 feet in superficies—with a house and other dependencies thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Sainte Victoire of Arthabaska, on the FOURTEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Arthabaskaville, 9th July, 1902. 2554  
[First published, 12th July, 1902.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Superior Court.—District of Arthabaska.*  
Arthabaska, to wit : } **J**EAN-BAPTISTE CHAP-  
No. 49. } **J**DELAINE, Requérant ;  
against **HENRI GIRARD**, Defendant.

As belonging to said requérant :  
1. An emplacement lying and being in the town of Drummondville, Lindsay street—with buildings thereon erected, now known and distinguished as being lot number sixty five, on the official plan and book of reference for the south quarter of the said town of Drummondville, county of Drummond.

2. A piece of land being part of lots numbers one hundred and thirty eight and one hundred and thirty nine, of the official plan and book of reference for the township of Grantham, enclosed in the following boundaries : at one end, towards the north east, by the old abandoned railway line of the Pacific, at the other end, towards the south west, by the fourth range highway, on one side, north westerly, by Paul Lamothe, and on the other side, south easterly, by George McDougall or representatives, superficies of said piece of land be what it may—with buildings thereon erected.

3. An emplacement in the south quarter, Dorion street, known and distinguished as being lot number one hundred and two, on the official plan and book of reference for the said town of Drummondville, county of Drummond.

To be sold at the parochial church door of Saint Frederick of Drummondville, on the SIXTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,  
Sheriff's office, Sheriff.  
Arthabaskaville, 10th July, 1902. 2572  
[First published, 12th July, 1902.]

## Ventes par le Shérif—Chicoutimi

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit.—District de Chicoutimi.*

Chicoutimi, à savoir : } **THE NORTH AMERICAN**  
No 5903. } **CAN LIFE ASSURANCE CO.**, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Toronto, province d'Ontario, et une agence à Chicoutimi, Demanderesse; contre **HYPOLITE LAROCHE**, de la ville de Chicoutimi, Défendeur.

Un terrain situé dans le quartier Centre, de la ville de Chicoutimi—avec les bâtisses et dépendances, comprenant : 1° le lot connu et désigné au cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, sous le numéro quatre cent trois (No 403), ayant une superficie d'environ huit mille quatre cents pieds, et 2° la partie sud-est du lot désigné au même cadastre officiel, sous le numéro trois cent soixante, à prendre le long de la rivière aux Rats ; laquelle partie de lot est limitée au nord-ouest par une ligne droite qui partira à quarante pieds du coin nord-est de la cuisine de la maison érigée sur le terrain, et devra se prolonger courant nord-est jusqu'à la clôture actuelle de la rue Morin, à un point distant de trente pieds du coin sud-est de l'ancienne étable de M. William Warren, et est bornée au nord-ouest par la ligne droite sus-mentionnée, au nord-est par la rue Morin, au sud-est par la rivière aux Rats et au sud-ouest par le dit lot numéro quatre cent trois.

• Pour être vendu au bureau du soussigné, au palais de justice, à Chicoutimi, le **VINGT-DEUXIEME** jour du mois de **JUILLET** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

O. BOSSE,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Chicoutimi, 16 juin 1902. 2323.2  
[Première publication, 21 juin 1902.]

## Sheriff's Sales—Chicoutimi

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

## FIERIE FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court.—District of Chicoutimi.*

Chicoutimi, to wit : } **THE NORTH AMERICAN**  
No. 5903. } **LIFE ASSURANCE CO.**, a body politic and corporate, having its principal office in the city of Toronto, province of Ontario, and an agency at Chicoutimi, Plaintiff ; against **HYPOLITE LAROCHE**, of the town of Chicoutimi, Defendant.

A lot situate in Centre Ward, of the town of Chicoutimi—with its buildings and dependencies, comprising : 1. the lot known and described on the official cadastre of the town of Chicoutimi, as number four hundred and three (No. 403), having an area of about eight thousand four hundred feet, and 2. the south east part of the lot described on the same official cadastre, as number three hundred and sixty, to be taken along the river aux Rats ; which part of lot is bounded on the north west by a straight line which will start at forty feet from the north east corner of the kitchen of the house built on the lot, and will be prolonged to in a north east direction to the actual fence of Morin street, at a point distant thirty feet of south east corner from the old stable of Mr. William Warren, and is bounded on the north west by the straight line above mentioned, and on the north east by Morin street, on the south east by the river aux Rats, and on the south west by the said lot number four hundred and three.

To be sold at the office of the undersigned, at the Court House, in Chicoutimi, on the **TWENTY-SECOND** day of the month of **JULY** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

O. BOSSE,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Chicoutimi, 16th June, 1902. 2324  
[First published, 21st June, 1902.]

## Ventes par le Shérif—Kamouraska

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit.—District de Kamouraska.*

Fraserville, à savoir : } **L'ABBE DOMINIQUE**  
No 2308. } **PELLETIER**, prêtre, supérieur du collège de Sainte-Anne de la Pocatière, et y résidant, Demandeur ; contre les immeubles de **WILLIE ALIAS GUILLAUME MICHAUD**, de la paroisse de Saint-Mathias du Cabano, Défendeur, à savoir :

1° Un emplacement de cent pieds de front sur cent pieds de profondeur, de mesure anglaise, faisant partie du numéro un (1), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Louis du Ha ! Ha !, dans le comté de Témiscouata ; borné par le nord au Seigneur Coffin, par le nord-est au chemin public, par le sud et le sud-ouest au demandeur—avec bâtisses dessus construites.

2° Une terre située dans le premier rang de la Seigneurie du Lac Témiscouata et rivière Madawaska, communément appelée "la Seigneurie Fraser", dans le comté de Témiscouata, contenant trois arpents de front sur vingt arpents de profon-

## Sheriff's Sales—Kamouraska

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court.—District of Kamouraska.*

Fraserville, to wit : } **THE ABBE DOMINIQUE**  
No. 2308. } **PELLETIER**, priest, superior of the college of Sainte Anne de la Pocatière, and residing there, Plaintiff ; against the immovables of **WILLIE ALIAS GUILLAUME MICHAUD**, of the parish of Saint Mathias du Cabano, Defendant, to wit :

1. A lot of one hundred feet in front by one hundred feet in depth, english measure, forming part of the number one (1), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Louis du Ha ! Ha !, in the county of Témiscouata ; bounded on the north by the Seigneur Coffin, on the north east by the public road, on the south and south east by the plaintiff—with the buildings thereon erected.

2. A land situate in the first range of the seigniory of Lake Témiscouata, and river Madawaska, commonly called the "Fraser Seigniory", in the county of Témiscouata, containing three arpents in front by twenty arpents in depth ; bounded on the

deur ; borné au sud-est par un tracé fait par arpenteur, au nord-ouest de la rivière Caldwell, au nord-ouest à la profondeur de vingt arpents, au sud-ouest à Alfred Bérubé, et au nord-est à Joseph Bergeron—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Mathias du Cabano, JEUDI, le QUATORZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin. Bref rapportable suivant la loi.

J. ELZ. POULIOT,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Fraserville, 7 juillet 1902. 2519  
[Première publication, 12 juillet 1902.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Kamouraska*  
Fraserville, à savoir : } CHRISTOPHE OUELLET, de la paroisse de Sainte-Anne de la Pocatière, rentier, Demandeur ; contre les immeubles de ARTHUR OUELLET, de la même paroisse, Défendeur, à savoir :

1° Une terre sise et située en le troisième rang de la paroisse de Sainte-Anne de la Pocatière, dans le comté de Kamouraska, de deux arpents de front sur quarante-deux arpents de profondeur, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la dite paroisse, sous le numéro sept cent trente et un (731)—avec les bâtisses dessus construites.

2° Un circuit de terre situé sur le rang du Vide, en la paroisse de Saint-Onésime, dans le comté susdit, contenant deux arpents de front sur environ six arpents de profondeur, le tout plus ou moins, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la dite paroisse de Saint-Onésime, sous le numéro quatre-vingt-dix (90), de la première série—sans bâtisse.

A charge par le ou les acquéreurs de payer à sieur Firmin Boucher, la rente mentionnée au contrat de mariage entre Désiré Chouinard et Delle Marie Boucher, fille de Firmin, passé à Sainte-Anne le deux mars 1886, devant F. L. Moreau, notaire, et enregistré le 28 juin 1886, au bureau d'enregistrement du comté de Kamouraska, et de se conformer aux clauses du dit contrat.

A charge aussi de la rente fixé en faveur de Dame Philomène Thiboutot, suivant acte passé à Sainte-Anne le 23 février 1901, devant L. J. Bérubé, notaire, et enregistré au même bureau d'enregistrement, le 17 octobre 1901.

Pour être vendus, le premier lot, à la porte de l'église de Sainte-Anne de la Pocatière, MERCREDI, le TREIZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin, et le deuxième lot, le MEME JOUR, à UNE heure de l'après-midi à la porte de l'église de Saint-Onésime. Bref rapportable suivant la loi.

J. ELZ. POULIOT,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Fraserville, 9 juillet 1902. 2557  
[Première publication, 12 juillet 1902.]

**Ventes par le Shérif—Montréal**

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*  
Montréal, à savoir : } DAME ANGÉLIQUE LAPIERRE, des cité et district de Montréal, veuve de feu l'honorable Charles Séraphin Rodier, en son vivant manufacturier et sénateur, du même lieu, en sa qualité d'exé-

south west by an outline made by a land surveyor, on the north west of the river Caldwell, on the north west by the depth of twenty arpents, on the south west by Alfred Bérubé, and on the north east by Joseph Bergeron—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Mathias du Cabano, on THURSDAY, the FOURTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. Writ returnable according to law.

J. ELZ. POULIOT,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Fraserville, 7th July, 1902. 2520  
[First published, 12th July, 1901.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**

*Superior Court.—District of Kamouraska.*  
Fraserville, to wit : } CHRISTOPHE OUELLET, of the parish of Sainte-Anne de la Pocatière, rentier, Plaintiff ; against the immoveable of ARTHUR OUELLET, of the same parish, Defendant, to wit :

1. A land situate and being in the third range of the parish of Sainte-Anne de la Pocatière, in the county of Kamouraska, of two arpents in front by forty two arpents in depth, known and described on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish, as number seven hundred and thirty one (731)—with the buildings thereon erected.

2. A circuit of land situate on the range du Vide, in the parish of Saint Onésime, in the county aforesaid, containing two arpents in front by about six arpents in depth, the whole more or less, known and described on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Saint Onésime, as number ninety (90), of the first series—without buildings.

Subject to the charge upon the purchasers of paying to Mr. Firmin Boucher, the rent mentioned in the marriage contract between Désiré Chouinard and Miss Marie Boucher, daughter of Frmin, passed at Sainte Anne, on the second of March, 1886, before F. L. Moreau, notary, and registered on the 28th of June, 1886, in the registry office of the county of Kamouraska, and of complying with the clauses of the said contract.

And also subject to the charge of the rent fixed in favor of Dame Philomène Thiboutot, by deed passed at Sainte Anne, on the 23rd of February, 1901, before L. J. Bérubé, notary, and registered in the same registry office, on the 17th of October, 1901.

To be sold, the first lot, at the church door of Sainte Anne de la Pocatière, on WEDNESDAY, the THIRTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon, and the second lot, the SAME DAY, at ONE o'clock in the afternoon, at the church door of Saint Onésime. The said writ returnable according to law.

J. ELZ. POULIOT,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Fraserville, 9th July, 1902. 2558  
[First published, 12th July, 1902.]

**Sheriff's Sales—Montreal**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montréal.*  
Montréal, to wit : } DAME ANGÉLIQUE LAPIERRE, of the city and district of Montréal, widow of the late Honorable Charles Séraphin Rodier, in his lifetime manufacturer and senator, of the same place, in her

cutrice testamentaire et administratrice des biens du dit honorable Charles Séraphin Rodier, Demanderesse ; contre les terres et tènements de LOUIS MONETTE, boucher, du même lieu, Défendeur.

1<sup>o</sup> Un lot situé dans la cité de Montréal ; borné en front par la rue Notre-Dame, connu et désigné sous le numéro cinq cent soixante et cinq (565), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine—avec une maison en bois à deux étages et autres bâtisses dessus construites.

2<sup>o</sup> Un autre lot de terre situé au même lieu ; borné en front par la rue Notre-Dame, connu et désigné sous le numéro sept cent cinquante-cinq (755), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine—avec une maison en bois à deux étages et autres bâtisses dessus construites.

3<sup>o</sup> Un autre lot de terre situé au même lieu ; borné en front par la rue Notre-Dame, connu et désigné sous le numéro mille trois cent un (1301), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne—avec une maison en bois à deux étages et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Montréal, 8 juillet 1902. 2525  
[Première publication, 12 juillet 1902.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } THE HERVEY INSTI-  
No 2937. } TUTE, corps politique  
et d mument incorporé, ayant son principal bureau et sa place d'affaires dans les cité et district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tènements de DAME AMELIA SOMERVILLE, de la cité de Montréal, veuve de feu Walter Wardle, en son vivant du même lieu, constructeur et entrepreneur, D fendresse.

Ce lot de terre de l'avenue Argyle, dans la ville de Westmount, comté d'Hochelega, district de Montréal, étant la partie nord-ouest de la subdivision treize (13), du lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cent quatrevingt-deux (282), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant cent un (101) pieds de largeur en front et en arrière, sur une profondeur de cent (100) pieds ; borné vers le sud-ouest par le lot officiel numéro deux cent quatrevingt-un (281), sur le dit plan, et vers le nord-est par les subdivisions vingt et vingt et un (20 et 21), du lot numéro deux cent quatre-vingt-deux (282), de la paroisse de Montréal, vers le sud-est par le résidu de la dite subdivision treize (13), du dit lot numéro deux cent quatre-vingt-deux (282), et vers le nord-ouest par la subdivision vingt-six et vingt-sept (26 et 27), du dit lot deux cent quatre-vingt-deux (282)—avec deux bâtisses séparées par moitié et complètes, sus-érigées et le droit de passage en tout temps à pied ou en voiture sur un chemin ou avenue ouvrant sur la dite Avenue Argyle et connu et désigné comme subdivision vingt (20), du dit lot deux cent quatre-vingt-deux de la municipalité de la paroisse de Montréal.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Montréal, 9 juillet 1902. 2543  
[Première publication, 12 juillet 1902.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } LE CREDIT FONCIER  
No 1270. } FRANCO CANADIEN,  
corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires dans les cité et district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tènements de

quality of testamentary executrix and administratrix of the estate of the said Honorable Charles Séraphin Rodier, Plaintiff ; against the lands and tenements of LOUIS MONETTE, butcher, of the same place, Defendant.

1. A lot of land situate in the city of Montreal ; bounded in front by Notre Dame street, known and described as number five hundred and sixty five (565), of the official plan and book of reference of Saint Antoine ward—with a two storey wooden house and other buildings thereon erected.

2. Another lot of land situate at the same place ; bounded in front by Notre Dame street, known and described as number seven hundred and fifty five (755), of the official plan and book of reference of Saint Antoine ward—with a two storey wooden house and other buildings thereon erected.

3. Another lot of land situate at the same place ; bounded in front by Notre Dame street, known and described as number one thousand three hundred and one (1301), of the official plan and book of reference of Saint Ann's ward—with a two storey wooden house and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, 8th July, 1902. 2526  
[First published, 12th July, 1902.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } THE HERVEY INSTI-  
No. 2937. } TUTE, a body politic  
and corporate, duly incorporated, and having their chief office and place of business in the city and district of Montreal, Plaintiffs ; against the lands and tenements of DAME AMELIA SOMERVILLE, of the city of Montreal, widow of the late Walter Wardle, in his lifetime of the same place, builder and contractor, Defendant.

That certain lot of land of Argyle avenue, in the town of Westmount, county of Hochelega, district of Montreal, being the north west portion of subdivision thirteen (13), of the lot of land known and designated by the number two hundred and eighty two (282), on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, containing one hundred and one (101) feet in width in front and in rear by a depth of one hundred (100) feet ; bounded towards the south west by lot official number two hundred and eighty one (281), on said plan, and towards the north east by subdivisions twenty and twenty one (20 and 21), of lot number two hundred and eighty two (282), of the parish of Montreal, towards the south east by the remainder of said subdivision thirteen (13), of said lot number two hundred and eighty two (282), and towards the north west by subdivision twenty six and twenty seven (26 and 27), of said lot two hundred and eighty two (282)—with two semi-detached self containing dwellings thereon erected and right of way at all times, on foot or with vehicles, over a roadway or avenue opening on said Argyle avenue and known and designated as subdivision twenty (20), of said lot two hundred and eighty two, of the municipality of the parish of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, 9th July, 1902. 2544  
[First published, 12th July, 1902.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } LE CREDIT FONCIER  
No. 1270. } FRANCO CANADIEN,  
a body politic and corporate, having its principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of

HENRY SAXE, marchand-tailleur, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Une étendue ou morceau de terre formant partie de la partie non subdivisée du lot de terre portant le numéro six cent quatre-vingt quatorze (694), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, de la dite cité de Montréal, contenant cent seize pieds de largeur sur quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins; bornée en front, au nord-est, par l'avenue Impériale, d'environ trente-quatre pieds de largeur, conduisant à la rue Saint-Jacques, et formant partie du dit lot officiel, en arrière par les lots numéros six cent quatre-vingt-dix-sept et six cent quatre-vingt-dix-huit, sur le dit plan officiel, du côté sud-est par les lots numéros six cent quatre-vingt-dix-neuf et sept cent, sur le dit plan, et du côté nord-ouest par une partie du dit lot numéro six cent quatre-vingt-quatorze, appartenant à Patrick Martin ou représentants—avec cinq maisons en bois lambrissées en briques, remise et autres bâtisses sus-érigées, avec le droit de passage dans la dite avenue et autres appartenances.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUINZIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU.

Bureau du shérif, Montréal, 9 juillet 1902. Shérif, 2547  
[Première publication, 12 juillet 1902.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **H**ERCULE DUPRÉ, marchand de bois, des cité et district de Montréal, Demandeur; contre les terres et tenements de ALCIDE ROBILLARD, du village de Beauvillage, paroisse de la Longue-Pointe, district de Montréal, Défendeur.

Un emplacement sis et situé au village de Beauvillage de la Longue-Pointe, district de Montréal, de la contenance de quarante-cinq (45) pieds de largeur sur une profondeur d'environ cent quarante et un (141) pieds, plus ou moins, et mesure anglaise, lequel emplacement connu et désigné comme faisant partie du lot numéro quatre, de la subdivision du lot numéro trois cent quatre-vingt-neuf (389-4), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la dite paroisse de la Longue-Pointe, et tel que borné en avant, au sud-ouest, par dix pieds de terre donnés pour élargir le chemin Saint-Léonard, en arrière, au nord-est, par une ruelle de dix-huit pieds de largeur, d'un côté, au sud-est, par Joseph Robert, et de l'autre côté, au nord, par Antoine Magné—avec maison en bois, remise, et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUINZIEME jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAUDEAU.

Bureau du Shérif, Montréal, 9 juillet 1902. Shérif, 2545  
[Première publication, 12 juillet 1902.]

**Ventes par le Shérif—Ottawa**

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District d'Ottawa.*

Ottawa, à savoir: } **L**'HONORABLE HORACE No 399. } **L** ARCHAMBAULT, ES-QUALITÉ, Demandeur, et Henry A. Goyette, procureur, distrayant par distraction de frais; contre LOUIS VANASSE, cultivateur, du canton de Low, dans le district d'Ottawa, à savoir :

HENRY SAXE, merchant tailor, of the city and district of Montreal, Defendant.

A tract or parcel of land forming part of the unsubdivided portion of the lot of land bearing the number six hundred and ninety four (694), on the official plan and in the book of reference of the Saint Antoine ward, of the said city of Montreal, containing one hundred and sixteen feet in width by eighty feet in depth, english measure, and more or less; bounded in front, to the north east, by Imperial avenue, of about thirty four feet in width, leading to Saint James street, and forming part of the said official lot, in rear by lots numbers six hundred and ninety seven and six hundred and ninety eight, on said official plan, on the south east side by lots numbers six hundred and ninety nine and seven hundred, on said plan, and on the north west side by a portion of the said lot number six hundred and ninety four, belonging to Patrick Martin or representatives—with five wooden houses encased with brick, shed, and other buildings thereon erected, with the right of way in said avenue and other appurtenances thereto belonging.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU.

Sheriff's office, Montreal, 9th July, 1902. Sheriff, 2548  
[First published, 12th July, 1902.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **H**ERCULE DUPRE, lumber merchant, of the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of ALCIDE ROBILLARD, of the village of Beauvillage, parish of Longue Pointe, district of Montreal, Defendant.

A lot situate and being in the village of Beauvillage de la Longue Pointe, district of Montreal, containing forty five (45) feet in width by a depth of about one hundred and forty one (141) feet, more or less, and english measure, and which lot is known and described as forming part of the lot number four, of the subdivision of lot number three hundred and eighty nine (389-4), of the official plan and book of reference of the cadastre for the said parish of Longue Pointe; and such as bounded in front, to the south west, by ten feet of land given to widen the Saint Leonard road, in rear, to the north-east, by a lane of eighteen feet in width, on one side, to the south east, by Joseph Robert, and on the other side, to the north, by Antoine Magné—with wooden-house, shed and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEETH day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAUDEAU.

Sheriff's office, Montreal, 9th July, 1902. Sheriff, 2546  
[First published, 12th July, 1902.]

**Sheriff's Sales—Ottawa**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Ottawa.*

Ottawa, to wit: } **T**HE HONORABLE HORACE No. 399. } **T** ARCHAMBAULT, ES-QUALITÉ, Plaintiff, and Henry A. Goyette, attorney, distrayant par distraction de frais; against LOUIS VANASSE, farmer, of the township of Low, in the district of Ottawa, to wit :

Tous les droits, titres et intérêts du dit défendeur, dans et sur ces lots dans le canton de Low, dans le district d'Ottawa, étant les numéros quarante six (46), quarante sept A (47 A) et quarante sept B (47 B), dans le rang B, suivant les plan et livre de renvoi officiels pour le dit canton—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, dans la cité de Hull, le DOUZIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du Shérif, Hull, 11 juillet 1902. [Première publication, 12 juillet 1902.]

**MANDAT DE CURATEUR.  
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District d'Ottawa.*

Ottawa, à savoir : } E. N. HURTUBISE & CIE,  
No 426. } E. Faillis; J. E. LAPOINTE,  
Requérant cession, et Thos. H. Birks et F. Albert Labelle, curateurs conjoints, à savoir :

Les immeubles appartenant aux dits faillis :

1° Tout ce morceau de terre contenant environ un arpent et demi en superficie, étant partie du lot numéro trente-trois, dans le septième rang de Aylwin, dans le comté de Wright et province de Québec, et décrit plus au long comme suit : commençant à un point sur le chemin principal, vingt pieds de la ligne du lot d'un nommé Robert Anderson, de là le long du dit chemin principal, vers l'est, environ deux cent quatre-vingts pieds jusqu'au lot de Robert McFee, de là le long de la ligne sud de la ligne du lot de Robert McFee, trois cent cinquante pieds, de là, vers l'ouest, deux cent cinquante pieds, et de là vers l'ouest cent pieds jusqu'au point de départ—avec le moulin et autres bâtisses sur la dite terre, ensemble avec tous les matériaux, machines, engins, bouilloires, scies, arbres de couche, courroies, poulies et autres appareils maintenant dans la dite bâtisses et qui peuvent appartenir aux dits faillis et employés pour les fins de manufactures.

2° Un autre morceau de terre situé au même lieu, formant partie du lot numéro trente-trois, dans le septième rang d'Aylwin susdit, étant cette partie de terre triangulaire comprise entre le lot numéro trente-deux, du côté sud, et la voie de la compagnie de chemin de fer Ottawa, Northern and Western, sur le côté est, et le chemin principal sur les côtes nord et ouest, contenant environ deux acres et demi en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées et toutes les machines qui peuvent appartenir à la dite succession.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, dans la cité de Hull, le VINGT-DEUXIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du shérif, Hull, 17 juin 1902. [Première publication, 21 juin 1902.]

**Ventes par le Shérif—Québec**

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS**

Québec, à savoir : } LA COMMUNAUTÉ DES  
No 829. } RELIGIEUSES DE  
L'HOTEL-DIEU DE QUEBEC, établie et faisant affaires en la cité de Québec; contre THEOPHILE DANJOU, de l'endroit appelé Hedleyville, en la municipalité de Limoilou, à savoir :

1° Le lot No 10 (dix), de la subdivision du lot No 513 (cinq cent treize), du cadastre officiel pour

All the rights, titles and interests of the said defendant, in and to those certain lots in the township of Low, in the district of Ottawa, being numbers forty six (46), forty seven A (47 A) and forty seven B (47 B), in range B, according to the official plan and book of reference for said township—with the buildings thereon erected.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the TWELFTH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's Office, Hull, 11th July, 1902. [First published, 12th July, 1902.]

**CURATOR'S WARRANT  
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court—District of Ottawa.*

Ottawa, to wit : } E. N. HURTUBISE & Co.,  
No. 426. } E. Insolvents; J. E. LA-  
POINTE, Petitioner for assignment; and Thos. H. Birks and F. Albert Labelle, joint curators, to wit :

The immovables belonging to the said insolvents :

1. All that certain parcel of land containing about one and a half acres in superficies, being part of lot number thirty-three, in the seventh range of Aylwin, in the county of Wright and province of Quebec, and more fully described as follows : beginning at a point on the main road, twenty feet from the line of the lot owned by one Robert Anderson, thence along said main road, easterly, about two hundred and eighty feet to the lot owned by Robert McFee, thence along the southerly line of the line of the lot owned by Robert McFee, three hundred and fifty feet, thence westerly two hundred and fifty feet, and thence westerly one hundred feet to the point of beginning—with the mill and other buildings on said land, together with all the plant, machinery, machines, engines, boilers, saws, shaftings, belting, pulleys and other fittings now in said building, and that may belong to said insolvents, and used for the purposes of the manufactures.

2. Another parcel of land situated at the same place, forming part of the lot number thirty-three, in the seventh range of Aylwin aforesaid, being that triangular portion of land comprised between lot number thirty-two, on the south side, and the Ottawa, Northern and Western Ry. Co's track, on the east side, and the main road on the north and west sides, containing about two and a half acres in superficies, more or less—with the buildings thereon erected and all machineries that may belong to said estate.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the TWENTY-SECOND day of JULY next, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's Office, Hull, 17th June, 1902. [First published, 21st June, 1902.]

**Sheriff's Sales—Québec**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

**FIERI FACIAS.**

Québec, to wit : } THE COMMUNITY OF  
No. 829. } NUNS OF THE HOTEL-  
DIEU OF QUEBEC, established and doing business at the city of Québec; against THEOPHILE DANJOU, of the place called Hedleyville, in the municipality of Limoilou, to wit :

1. Lot No. 10 (ten), of the subdivision of the lot No. 513 (five hundred and thirteen), of the official

la paroisse de Saint-Roch nord, étant un emplacement situé sur la rue Anderson—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° La partie est du lot No 9 (neuf), de la subdivision du lot No 513 (cinq cent treize), du même cadastre, étant un demi emplacement situé au même lieu, contigu à celui ci-dessus, les deux lots susdits pour être vendus en bloc—circonstances et dépendances; sujets les dits lots, à une rente foncière de \$15.00, payable à l'Hôtel-Dieu de Québec le premier mai chaque année.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec le QUINZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 10 juillet 1902. 2561  
[Première publication, 12 juillet 1902.]

**FIERI FACIAS.**

*Circuit de Québec.*

Québec, à savoir: } LA COMMUNAUTE DES  
No 1378. } RELIGIEUSES DE  
L'HOPITAL-GENERAL DE QUEBEC; contre  
PHILIPPE LEGARE, du canton Lasalle, agriculteur, et ERNEST LEGARE, de la cité de Québec, inspecteur de téléphone, conjointement et solidairement, à savoir:

Le lot No 443 (quatre cent quarante-trois), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un terrain situé boulevard Langelier—circonstances et dépendances; sujet à une rente constituée représentant les droits seigneuriaux de \$6.67, payable à l'Hôpital Général de Québec le 29 septembre chaque année.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le QUINZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 10 juillet 1902. 2563  
[Première publication, 12 juillet 1902.]

**Nomination**

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du septième jour de juillet 1902, d'ajouter à la commission de la paix, pour le district de Montréal, M. Alphonse Gariépy, mécanicien, No 334, rue Royer, Parc Amherst, municipalité du Sault au Récollet, comté d'Hochelega. 2583

**Avis du Gouvernement**

PROVINCE DE QUÉBEC.

*Departement des Terres, Mines et Pêcheries.*

**AVIS PUBLIC**

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir:

*Canton Taché.*

1er rang.

Lot 8, à A. Dupéré.  
Lot 9, à O. Godreau.  
Lot 20, à Ls. Asselin.

cadastre for the parish of Saint Roch North, being a lot situate on Anderson street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. The east part of lot No. 9 (nine), of the subdivision of the lot No. 513 (five hundred and thirteen), of the same cadastre, being a half lot situate at the same place, contiguous to the one above described, the two lots aforesaid to be sold together (*en bloc*)—circumstances and dependencies; said lots subject to a ground rent of \$15.00, payable to the Hôtel-Dieu of Québec, on the first of May of every year.

To be sold at my office, in the city of Québec, the FIFTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Québec, 10th July, 1902. 2562  
[First published, 12th July, 1902.]

**FIERI FACIAS.**

*Québec Circuit.*

Québec, to wit: } THE COMMUNITY OF NUNS  
No. 1378 } OF THE GENERAL HOSPITAL OF QUEBEC; against PHILIPPE LEGARE, of township Lasalle, farmer, and ERNEST LEGARE, of the city of Québec, telephone inspector, jointly and severally, to wit:

Lot No. 443 (four hundred and forty three), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Québec, being a lot situate on boulevard Langelier—circumstances and dependencies; subject to a constituted rent representing the seigniorial rights of \$6.67, payable to the General Hospital of Québec, on the 29th of September of every year.

To be sold at my office, in the city of Québec, the FIFTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's office, Sheriff.  
Québec, 10th July, 1902. 2564  
[First published, 12th July, 1902.]

**Appointment**

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the seventh day of July, 1902, to associate to the commission of the peace, for the district of Montreal, Mr. Alphonse Gariépy, machinist, No. 334, Royer street, Amherst Park, municipality of Sault au Récollet, county of Hochelega. 2584

**Government Notice**

PROVINCE OF QUEBEC.

*Department of Lands, Mines and Fisheries.*

**PUBLIC NOTICE**

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Québec, viz:

*Township Taché.*

1st range.

Lot 8, to A. Dupéré.  
Lot 9, to O. Godreau.  
Lot 20, to Ls. Asselin.

*Canton Simard.*

Lot 29 du rang A, à Mich. Caron.

Lot 4, du 3e rang, à Oct. Gravel.

Lot 28, du 4e rang, à Nap. Larouche.

Lot 16, du 6e rang, à P. Boulianne.

*Canton Ferland.*

Lots 50 et 51, du rang E, Bras Hamel, à Arthur Gauthier.

Lot 31, du rang E, Bras Hamel, à Jos. Lavoie.

Lot 32, du rang E, Bras Hamel, à Ernest Lavoie.

*Canton Bourget.*

Lots 10 et 11, du rang A, à Jos. Dumais.

*Canton Kénoyami.*

## Rang N. E.

Lots 33 et 34, à C. J. Price.

Lots 35 et 36, à O. E. Price.

*Canton Saint-Germain.*

Lot 41, du 2e rang, à Ths. Simard.

*Canton Jonquière.*

Lot 18, du 6e rang, à Hubert Cloutier.

*Canton Chicoutimi.* $\frac{1}{2}$  N. E., du lot 6, du 5e rang S. O., à Damase Gauthier.*Canton Hope.* $\frac{1}{2}$  E. du lot 9, du 2e rang, à Wm. et Jno. Chatterton.*Canton Saguenay.*

Lot 26, du 2e rang, à John Duchène.

*Canton Bourget.*

Lots 37 et 38, du rang ouest, à A. Elie Gagné.

E. E. TACHE,  
Sous-ministre.Département des Terres,  
Mines et Pêcheries.  
Québec, 10 juillet 1902.

## PROVINCE DE QUÉBEC.

*Departement des Terres, Mines et Pêcheries.*

## AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qu'isera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 7238.

*Ponsonby.*

Lot 34, du 2e rang, à Louis Ouellette.

Lot 35, du 2e rang, à Geo. Chantal.

Adj. 7239

*Archambault.*

Lots 9 et 10, du 11e rang, à Marcelline Thibaudau.

E. E. TACHÉ,  
Sous-ministre.Département des Terres,  
Mines et Pêcheries.  
Québec, 10 juillet 1902.

2567

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du neuvième jour de juillet 1902, incorporant : Charles Irving Knight, de Hatley Est, marchand général ; Aaron Bull, de Farnham Est, gentilhomme ; Charles Albert Bull, de la cité de Montréal, marchand de produits ; Demoiselle Annie Allisen Horrigan, de la cité de Portland, Angleterre, fille majeure ; Horace H. Bailey, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, commis, pour les fins suivantes, savoir : d'acheter et vendre du beurre, du fromage, des œufs et produits agricoles en général, sous le nom de "The Charles A. Bull Produce Company," avec un fonds social de cinquante mille piastres (\$50,000), divisé en cinq cents actions (500), de cent piastres (\$100) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce neuvième jour de juillet 1902.

AMD. ROBITAILLE,

2581

Secrétaire de la province.

*Township Simard.*

Lot 29, of range A, to Mich. Caron.

Lot 4, of 3rd range, to Oct. Gravel.

Lot 28, of 4th range, to Nap. Larouche.

Lot 16, of 6th range, to P. Boulianne.

*Township Ferland.*

Lots 50 and 51, of E. range, Bras Hamel, to Arthur Gauthier.

Lot 31, of E. range, Bras Hamel, to Jos. Lavoie.

Lot 32, of E. range, Bras Hamel, to Ernest Lavoie.

*Township Bourget.*

Lots 10 and 11, of range A, to Jos. Dumais.

*Township Kénoyami.*

## N. E. range.

Lots 33 and 34, to C. J. Price.

Lots 35 and 36, to O. E. Price.

*Township Saint Germain.*

Lot 41, of 2nd range, to Ths. Simard.

*Township Jonquière.*

Lot 18, of 6th range, to Hubert Cloutier.

*Township Chicoutimi.* $\frac{1}{2}$  N. E. of lot 6, of 5th range S. W., to Damase Gauthier.*Township Hope.* $\frac{1}{2}$  E. of lot 9, of 2d range, to Wm. and Jno. Chatterton.*Township Saguenay.*

Lot 26, of 2nd range, to John Duchène.

*Township Bourget.*

Lots 37 and 38, of west range, to A. Elie Gagné.

E. E. TACHE,  
Deputy minister.Department of Lands,  
Mines and Fisheries.  
Quebec, 12th July, 1902.

## PROVINCE OF QUEBEC.

*Department of Lands, Mines and Fisheries.*

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 7238.

*Ponsonby.*

Lot 34, in 2nd range, to Louis Ouellette.

Lot 35, in 2nd range, to Geo. Chantal.

Adj. 7239

*Archambault.*

Lots 9 and 10, in 11th range, to Marcelline Thibaudau.

E. E. TACHE,  
Deputy minister.Department of Lands,  
Mines and Fisheries.  
Quebec, 10th July, 1902.

2568

Public notice is hereby given that under "The Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the ninth day of July, 1902, incorporating : Charles Irving Knight, of East Hatley, general merchant ; Aaron Bull, of East Farnham, gentleman ; Charles Albert Bull, of the city of Montreal, produce merchant ; Miss Annie Allison Horrigan, of the city of Portland, England, spinster ; Horace H. Bailey, of the city of Ottawa, in the province of Ontario, clerk, for the following purposes, to wit : the purchase and sale of butter, cheese, eggs and general agricultural produce under the name of : "The Charles A. Bull Produce Company," with a capital stock of (\$50,000) divided in five hundred shares (500), of one hundred dollars (\$100) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this ninth day of July, 1902.

AMD. ROBITAILLE,

2582

Provincial secretary.

## Avis Divers

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 2655.

Dame Victoria Gagnon, de Montréal, a ce jour  
 intenté une action en séparation de biens contre  
 son époux Argénas Goyer, boulanger du même lieu.

DEMERS & DE LORIMIER,  
 Procureurs de la demanderesse.  
 Montréal, 27 june 1902. 2573

Avis est par le présent donné que, sous un mois  
 après la dernière publication de cet avis, dans la  
*Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite  
 à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil,  
 pour obtenir une charte d'incorporation par lettres  
 patentes, en vertu des dispositions de la loi corpora-  
 tive des compagnies à fonds social, incorporant  
 les requérants et telles autres personnes qui pour-  
 ront devenir actionnaires de la compagnie proposée,  
 en corps politique et incorporé, sous le nom et dans  
 les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom de la compagnie proposé sera Thomas  
 Baird & Son Company (Limited).

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est  
 demandé sont :

(a) Acquérir posséder les affaires et stock de  
 Thomas Baird, de Ormstown, comté de Châteauguay,  
 province de Québec ;

(b) Faire en général les affaires de marchands en  
 gros et en détail.

(c) Faire en général les affaires de grain et de  
 farine ;

(d) Faire en général les affaires de moulin à  
 farine ;

(e) Faire les affaires de marchands de bois et  
 commerçants de bois, charbon et autres combusti-  
 ble ;

(f) Manufacturer et faire le commerce de briques,  
 articles en terra-cotta, objets en argile, tuiles,  
 tuyaux de drainage, poteries et objets de même  
 nature ;

(g) Posséder des pesées publiques et de faire les  
 affaires comme peseurs publics.

(h) Acquérir et posséder toute propriété, meubles  
 et immeubles nécessaires pour faire les affaires de  
 la compagnie, et accepter et donner des hypothèques  
 et autres garanties, entreprendre et faire des con-  
 trats en général avec toutes personnes et néces-  
 saires pour faire les affaires de la compagnie ;

(i) Faire toutes autres choses en rapport aux  
 affaires de la compagnie.

3° La principale place d'affaires de la dite com-  
 pagnie sera dans le village de Ormstown, comté de  
 Châteauguay, province de Québec.

4° Le montant du fonds social sera de \$99,900.00,  
 divisé en neuf cent quatre-vingt dix neuf actions de  
 \$100.00 chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession de  
 chacun des requérants sont comme suit : Thomas  
 Baird, marchand ; George Emberson Baird, marchand ;  
 John Baird, gentilhomme ; Andrews Gentles Hall,  
 médecin et chirurgien, tous du village de Ormstown  
 et district de Beauharnois, dans la province de  
 Québec ; Colin Alexander McNee, marchand, de  
 pianos, de la cité d'Ottawa, province d'Ontario et  
 William Patterson, avocat, des cité et district de  
 Montréal, province de Québec.

Les dits Thomas Baird, George Emberson Baird,  
 John Baird et Andrew Gentles Hall seront les  
 premiers directeurs ou directeurs provisoires de la  
 dite compagnie, lesquels sont tous résidents en  
 Canada et sujets Anglais.

JACOBS, PATTERSON & GARNEAU,  
 Procureurs des requérants,  
 Ormstown, 8 juillet 1902. 2575

## Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 2655.

Dame Victoria Gagnon, of Montreal, has this  
 day, instituted an action in separation as to pro-  
 perty against her husband Argénas Goyer, of the  
 same place, baker.

DEMERS & DE LORIMIER,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Montreal, 27th June, 1902 2574

Notice is hereby given that, within one month  
 after the last publication of this notice, in the *Quebec  
 Official Gazette*, application will be made to His  
 Honor the Lieutenant Governor in Council, for a  
 charter of incorporation by letters patent under the  
 provisions of the Joint Stock Companies Incorporation  
 Act, constituting the applicants and such  
 other persons as may hereafter become share-  
 holders of the proposed company, a body politic  
 and corporate, under the name and for the purposes  
 hereinafter mentioned :

1. The name of the proposed company is Thomas  
 Baird & Son Company (Limited).

2. The purposes for which incorporation is sought  
 are :

(a) To acquire and own the present business and  
 stock of Thomas Baird, of Ormstown, county of  
 Chateauguay, province of Quebec ;

(b) To carry on business as general wholesale and  
 retail merchants ;

(c) To carry on a general grain and flour busi-  
 ness ;

(d) To do a general grist milling business ;

(e) To carry on the business of lumber and timber  
 merchants and dealers in wood, coal and other fuel ;

(f) To manufacture and deal in bricks, terra-cotta  
 wares, fire clay goods, tiles, drain pipes, pottery,  
 and goods of like nature ;

(g) To own public scales and to do business as  
 public weighers ;

(h) To acquire and hold all property, moveable  
 and immoveable, necessary for the carrying on of  
 the business of the company, and to accept and  
 give hypothecs and other securities, to contract and  
 be contracted with generally and in every way  
 necessary for the carrying on of the company's  
 business ;

(i) To do all such other things as are incidental  
 to the carrying on of the company's business.

3. The chief place of business of the said com-  
 pany is to be at the village of Ormstown, county of  
 Chateauguay, province of Quebec.

4. The amount of capital stock is to be \$99,-  
 900.00, divided into nine hundred and ninety-nine  
 shares of \$100.00 each.

5. The names in full and address and calling of  
 each of the applicants are as follows : Thomas  
 Baird, merchant ; George Emberson Baird, mer-  
 chant ; John Baird, gentleman ; Andrew Gentles  
 Hall, physician and surgeon, all of the village of  
 Ormstown and district of Beauharnois, in the pro-  
 vince of Quebec ; Colin Alexander McNee, piano  
 dealer, of the city of Ottawa, province of Ontario,  
 and William Patterson, advocate, of the city and  
 district of Montreal, province of Quebec.

The said Thomas Baird, George Emberson Baird,  
 John Baird and Andrew Gentles Hall shall be the  
 first or provisional directors of the said company,  
 all of whom are resident in Canada and are British  
 subjects.

JACOBS, PATTERSON & GARNEAU,  
 Attorneys for Applicants.  
 Ormstown, July 8th, 1902. 2576

## Avis de Faillites

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
*In re* Rosaire Magnan (Magnan Frères), Montréal,  
Insolvable.

Un bordereau spécial de dividende a été préparé et sera payable à notre bureau, le ou après le 28 juillet 1902.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. L. KENT,  
A. TURCOTTE,  
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,  
97 rue Saint-Jacques,  
Montréal, 12 juillet 1902. 2579

Province de Québec, }  
District de Montréal } *Cour Supérieure.*  
*In re* Louis G. Dérôme et al, librairie Ville Marie,  
Montréal, Insolvable.

Un 1er dividende a été préparé et sera payable à notre bureau le ou après le 28 juillet 1902.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre mes mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. L. KENT,  
A. TURCOTTE,  
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,  
97, rue Saint-Jacques.  
Montréal, 12 juillet 1902. 2577

### Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 28.

ANNONCEURS : — *Avis aux* : — Concernant avis, etc., 1301.

AVIS : — Assemblée des examinateurs du conseil de l'Instruction Publique, 1303 ; Examen des candidats pour licence de mesureurs de bois, 1303 ; Requête pour obtenir lettres de vérification, 1310.

AVIS DE CANCELLATION : — *Cantons de* : — Archambault, 1323 ; Bourget, 1323 ; Chicoutimi, 1323 ; Ferland, 1323 ; Jonquière, 1323 ; Kénogami, 1323 ; Ponsoby, 1323 ; Simard, 1323 ; Saint-Germain, 1323 ; Taché, 1322.

BILLES PRIVÉS, P. Q. : — *Avis au sujet des* : — Assemblée législative, 1306 ; Conseil législatif, 1304.

CERCLE AGRICOLE : — Formation de : — Paroisse de Saint-Ignace de Loyala, 1304.

FAILLIS : — Cabana, 1314 ; Dérôme et al, 1325 ; Gauvreau, 1314 ; Leboeuf & Cie., 1313 ; Magnan, 1325 ; Neil, 1313 ; Proulx, 1314.

LETTRES PATENTES, DEMANDES DE : — Chs. A. Paquet, 1313 ; La Cie théâtrale française, 1310 ; L'Institut Médical de Montréal, 1312 ; The Lotbinière Lumber Co, 1311 ; The Metropolitan Musical Industry Coy, 1310 ; Thomas Baird & Son Coy, 1324.

LETTRES PATENTES ÉMISSES : — The Grocers' Manufacturing Trading Coy, 1304 ; White Elephant Club, 1304 ; The Charles A. Bull Produce Company, 1323.

## Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court*  
*In re* Rosaire Magnan (Magnan Frères), Montreal,  
Insolvent.

A special dividend has been prepared and will be payable at our office, on or after 28th July, 1902.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,  
A. Turcotte,  
Joint Curators.

Office of Kent & Turcotte,  
97 Saint-James street,  
Montreal, 12th July, 1902. 2580

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court*  
*In re* Louis G. Dérôme et al, librairie Ville Marie,  
Montreal, Insolvent.

A 1st dividend has been prepared and will be payable at our office, on or after 28th July, 1902.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,  
A. TURCOTTE,  
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,  
97, Saint James street.  
Montreal, 12th July, 1902. 2578

### Index of the Quebec Official Gazette, No. 28.

ADVERTISEES : — *Notice to* : — Respecting notice, &c, 1301.

NOTICES : — Meeting of the examiners of the council of Public Instruction, 1303 ; Examination of candidates for license as lumber eullers, 1303 ; Petition to obtaining letters of verification, 1310

NOTICES OF CANCELLATION : — *Townships of* : — Archambault, 1323 ; Bourget, 1323 ; Chicoutimi, 1323 ; Ferland, 1323 ; Jonquière, 1323 ; Kénogami, 1323 ; Ponsoby, 1323 ; Simard, 1323 ; Saint Germain, 1323 ; Taché, 1322.

PRIVATE BILLS, P. Q. : — *Notices Respecting the* : — Legislative Assembly, 1306 ; Legislative Council, 1304.

FARMERS' CLUB : — Formation of : — Parish of Saint Ignace de Loyala, 1304.

INSOLVENTS : — Cabana, 1314 ; Dérôme et al, 1325 ; Gauvreau, 1314 ; Leboeuf & Co, 1313 ; Magnan, 1325 ; Neil, 1313 ; Proulx, 1314.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR : — Chs. A. Paquet, 1313 ; La Cie théâtrale française, 1310 ; L'Institut Médical de Montréal, 1312 ; The Lotbinière Lumber Co., 1311 ; The Metropolitan Musical Industry Coy, 1310 ; Thomas Baird & Son Coy, 1324.

LETTERS PATENT ISSUED : — The Grocers' Manufacturing Trading Coy, 1304 ; White Elephant Club, 1304 ; The Charles A. Bull Produce Company, 1323.

**NOMINATIONS** :—*Commissaire per dedimus* :— Province de Québec, 1301.  
*Coroners-conjoins* :— District d'Arthabaska, 1301 ; Saint-François, 1302 ; Saint-Hyacinthe, 1302 ; Trois-Rivières, 1301.  
*Greffier, cour de magistrats* :— Comté de l'Assomption, 1302.  
*Juges de paix* :— Districts de Beauce, 1301 ; Rimouski, 1302 ; Pontiac, 1302 ; Ottawa, 1302 ; Chicoutimi, 1302 ; Montréal, 1322.  
*Juge de paix en vertu de l'art. 2572* :— District de Beauharnois, 1302.  
*Sherif* :— District d'Iberville, 1302.

**PROCLAMATION** :— Convocation des Chambres, 1302.

**RÈGLE DE COUR** :— *Dme West vs Lachine Rapids, &c.*, 1315.

**SÉPARATIONS DE BIENS** :— *Dmes Bourdeau vs Miron, 1309 ; De Montigny vs Giguère, 1308 ; Fecteau vs Vachon, 1309 ; Fournel vs Racine, 1308 ; Gagnon vs Goyer, 1308 ; Maltais vs Larouche, 1309 ; Soucy vs Ouellet, 1308 ; Sulte vs Charest, 1309 ; Tremblay vs Brodeur, 1309.*

**SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS** :— *Dme Labelle vs Du Plessis, 1309.*

**VENTE DE FAILLITE** :— *Dunn, 1314.*

**VENTES PAR LES SHERIFFS** :

**ARTHABASKA** :— *Auger & Son vs Paquet et al, 1315 ; Chapdelaine vs Girard, 1316 ; Dme Dubois et vir vs Dubois et al, 1316 ; Lantagne & Provencher vs Skelling, 1215.*

**CHICOUTIMI** :— *The North American Life Assurance Co vs Laroche, 1317.*

**KAMOURASKA** :— *Ouellet vs Ouellet, 1318 ; Pelletier (l'abbé) vs Michaud, 1317.*

**MONTREAL** :— *Dme Lapierre ès-qual vs Monette, 1318 ; Dupré vs Robillard, 1320 ; Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Saxe, 1319 ; The Hervey Institute vs Dme Somerville, 1319.*

**OTTAWA** :— *Archambault ès-qual, vs Vanasse, 1320 ; Hurtubise & Co., failis, 1321.*

**QUÉBEC** :— *L'Hôpital Général de Québec vs Légaré, 1322 ; L'Hôtel Dieu de Québec vs Danjou, 1321.*

**APPOINTMENTS** :— *Commissioner per dedimus* :— Province of Quebec, 1301.

*Joint coroners* :— District of Arthabaska, 1301 ; Saint Francis, 1302 ; Saint Hyacinth, 1302 ; Three Rivers, 1201.

*Clerk, magistrates' court* :— County of l'Assomption, 1302.

*Justices of the peace* :— District of Beauce, 1301 ; Rimouski, 1302 ; Pontiac, 1302 ; Ottawa, 1302 ; Chicoutimi, 1302 ; Montreal, 1322.

*Justice of the peace in virtue of art. 2572* :— District of Beauharnois, 1302.

*Sheriff* :— District of Iberville, 1302.

**PROCLAMATION** :— Parliament convoked, 1302.

**RULE OF COURT** :— *Dme West vs Lachine Rapids, &c.*, 1315.

**SÉPARATIONS AS TO PROPERTY** :— *Dmes Bourdeau vs Miron, 1309 ; De Montigny vs Giguère, 1308 ; Fecteau vs Vachon, 1309 ; Fournel vs Racine, 1308 ; Gagnon vs Goyer, 1308 ; Maltais vs Larouche, 1309 ; Soucy vs Ouellet, 1308 ; Sulte vs Charest, 1308 ; Tremblay vs Brodeur, 1309.*

**SEPARATION AS TO BED AND BOARD** :— *Dme Labelle vs Du Plessis, 1309.*

**INSOLVENT'S SALE** :— *Dunn, 1314.*

**SHERIFFS' SALES** :

**ARTHABASKA** :— *Auger & Son vs Paquet et al, 1315 ; Chapdelaine vs Girard, 1316 ; Dme Dubois et vir vs Dubois et al, 1316 ; Lantagne & Provencher vs Skelling, 1315.*

**CHICOUTIMI** :— *The North American Life Assurance Co vs Laroche, 1317.*

**KAMOURASKA** :— *Ouellet vs Ouellet, 1318 ; Pelletier (l'abbé) vs Michaud, 1317.*

**MONTREAL** :— *Dme Lapierre ès-qual vs Monette, 1318 ; Dupré vs Robillard, 1320 ; Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Saxe, 1319 ; The Hervey Institute vs Dme Somerville, 1319.*

**OTTAWA** :— *Archambault ès-qual vs Vanasse, 1320 ; Hurtubise & Co., insolvents, 1321.*

**QUÉBEC** :— *L'Hôpital Général de Québec vs Légaré, 1322 ; L'Hôtel Dieu de Québec vs Danjou, 1321.*